

Résultats de l'Indice de Genre des ODD 2024

Un avenir égalitaire en matière de genre en crise ?



 EQUAL
MEASURES
2030

Table des matières

2	Résumé
8	Un avenir (in) égal ? L'égalité de genre dans un monde en crise
10	Indice de Genre dans les ODD 2024 : aperçu de la situation en générale
12	À moins de six ans de l'échéance de 2030, aucun pays n'est parvenu à l'égalité de genre
17	Si les tendances actuelles se poursuivent, le monde ne parviendra pas à l'égalité de genre avant un siècle
22	Le monde sera-t-il moins égalitaire en 2030 qu'en 2015 ?
24	Le scénario du retour en arrière : une possibilité bien réelle
26	Ne laisser personne pour compte ?
28	Un avenir de crises interconnectées
34	Feuille de route pour les gouvernements : faire avancer l'égalité de genre face aux crises
42	Annexe 1 : Indicateurs de l'Indice, cibles et sources de données

Message du comité de pilotage

AVEC MOINS DE SIX ANS avant la date butoir de l'Agenda 2030, l'égalité de genre reste une promesse non tenue. L'Indice de Genre des ODD 2024 par Equal Measures 2030 délivre un message sobre mais crucial : aucun pays n'est en voie de parvenir à l'égalité de genre d'ici 2030. Cette révélation n'est pas qu'une simple statistique, mais un appel à l'action, un cri de ralliement pour la solidarité mondiale et l'effort coopératif.

En tant que membres du Groupe de Pilotage de la coalition Equal Measures 2030, nous avons été témoins de la puissance de la collaboration et de l'impact profond des voix diverses unies dans un but commun. Nos membres sont réunis par une mission partagée : s'assurer que les données et les preuves alimentent le plaidoyer et l'action pour l'égalité des genres. En ces temps de crises interconnectées, l'importance des coalitions comme la nôtre ne peut être surestimée. Grâce à nos actions collectives, nous pouvons démanteler les barrières systémiques qui entravent les progrès. Chaque membre de la coalition apporte une perspective et une expertise uniques, enrichissant notre mission commune et amplifiant notre voix collective.

En vous plongeant dans les conclusions de l'Indice de Genre des ODD 2024, nous vous exhortons à considérer les implications plus larges de ce travail. Laissez-le vous inspirer à agir, à unir vos forces avec d'autres et à défendre la cause de l'égalité de genre dans tous les domaines de la vie. Ensemble, nous pouvons créer un monde où chaque individu, quel que soit son genre, a l'opportunité de s'épanouir d'ici 2030 et au-delà.

EN SOLIDARITÉ,
Groupe de Pilotage de la coalition Equal Measures 2030



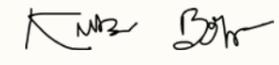
DANESSA LUNA

Directrice exécutive, Asociación
Generando Equidad, Liderazgo y
Oportunidades (ASOGEN)



FATOU NDIAYE TURPIN

Directrice exécutive,
Réseau Siggil Jigéen (RSJ)



KRISTA JONES BAPTISTA

Directrice exécutive,
Data2X



NILANGI SARDESHPANDE

Responsable de projet,
Society for Health Alternatives
(SAHAJ)



SIVANANTHI THANENTHIRAN

Directrice exécutive,
Asian-Pacific Resource and Research
Centre for Women (ARROW)



ALISON HOLDER

Directrice exécutive,
Equal Measures 2030



JULISA TAMBUNAN

Directrice exécutive adjointe et
responsable des partenariats et de
l'apprentissage, Equal Measures 2030

Une petite fille qui naît aujourd'hui devra attendre jusqu'à son **97^e anniversaire** – c'est-à-dire plus que son espérance de vie – pour voir l'égalité de genre réalisée à l'échelle mondiale.



Aucun pays n'est en voie d'atteindre l'égalité de genre d'ici 2030.

Près de 40% des pays ont stagné - voire régressé - entre 2019 et 2022.

74% des cibles des ODD ne seront pas atteints sans l'égalité de genre.

L'Indice du Genre dans les ODD 2024 : principaux résultats

Si les tendances actuelles se poursuivent, l'égalité de genre dans le monde ne sera pas réalisée avant le XXI^e siècle.

Ce scénario, aussi sombre soit-il, **pourrait malgré tout s'avérer optimiste** au vu des crises croisées qui devraient dominer les six dernières années du Programme 2030.

Entre 2019 et 2022, **près de 40% des pays** – ce qui représente plus d'un milliard de femmes et de filles en 2022 – ont fait du surplace ou régressé en matière d'égalité de genre.

Une « baisse » du score de l'Indice est extrêmement préoccupante. Un retour en arrière **implique un changement négatif** pour un certain nombre des 56 problématiques de l'Indice.

Si cette tendance au recul et à la stagnation s'accélère, nos prévisions montrent que **les inégalités de genre au niveau mondial pourraient être pires**

en 2030 qu'au moment de l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) en 2015.

Cette effarante éventualité menace la réalisation de l'ensemble du Programme 2030 : on estime en effet que **près des trois quarts (74%) des cibles des ODD dépendent directement ou indirectement de l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Un avenir fait de crises **inter-connectées**

Les membres de la coalition Equal Measures 2030 (EM2030) ainsi que les militants et militantes de l'égalité de genre identifient **plusieurs crises interconnectées liées aux ressources, à la démocratie et à la sécurité** qui ont déjà un impact négatif sur l'égalité de genre.



La pénurie des ressources

Des flux de financement internationaux à la fois insuffisants et non durables et les mesures d'austérité nationales réduisent la probabilité que les fonds publics soient investis pour protéger et faire progresser l'égalité de genre.

Le fardeau de la dette publique (Ind. 17.2) a connu une aggravation plus forte que les 55 autres indicateurs de l'Indice, ce qui affecte les services et la protection offerts aux femmes et aux filles.

L'opinion des femmes sur les coûts de l'alimentation (Ind. 2.4) et leur satisfaction quant au revenu de leur ménage (Ind. 1.4) se sont considérablement détériorées entre 2019 et 2022, avec des scores en baisse dans 63% des pays pour les deux indicateurs.



La réduction de la démocratie

L'égalité de genre est étroitement liée à la démocratie. Or, les fondements des démocraties partout dans le monde sont menacés en raison des inégalités économiques croissantes, de la polarisation sociale et politique et du rétrécissement de l'espace civique.

Les inégalités salariales (Ind. 10.1) ont stagné ou se sont creusées dans trois quarts des pays entre 2019 et 2022.

Les scores de l'Indice 2024 indiquent que les sociétés évoluent vers les extrêmes politiques, parallèlement à un accroissement des disparités entre les valeurs des femmes et les valeurs des hommes.

En 2022, les scores étaient encore « faibles » et « très faibles » dans 91 pays en ce qui concerne l'autonomie personnelle, les droits individuels et l'absence de discriminations (Ind. 10.2).



La réduction de la sécurité

Le concept de « sécurité » est souvent uniquement perçu à travers le prisme des conflits violents et de la militarisation, et ces deux éléments sont effectivement en hausse. Ces deux réalités affectent en premier lieu les corps des femmes et des filles, leurs choix et leur sécurité personnelle.

Le nombre de femmes et de filles vivant dans des pays touchés par des conflits armés a atteint le chiffre de 614 millions en 2022, soit une progression de 50% par rapport à l'année 2017.

Les Nations unies estiment que 80% des personnes déplacées en raison du changement climatique sont des femmes et des filles.

À peine plus de la moitié (57%) des femmes dans le monde déclarent se sentir en sécurité lorsqu'elles se déplacent à pied dans leur quartier la nuit (Ind. 16.3).



Faire avancer l'égalité de genre face aux crises

Une feuille de route pour les gouvernements qui met en avant sept recommandations transversales :

01.

Renforcer le leadership, le pouvoir et la participation des femmes et des filles

La participation des femmes et des filles à la vie publique n'est pas seulement un droit humain fondamental, elle est aussi essentielle à la bonne santé sociale et économique des pays. Pourtant, les normes de genre sur le leadership, mais aussi la pauvreté, les responsabilités familiales et la violence à l'égard des figures publiques féminines excluent souvent les femmes et les filles des espaces décisionnels.

02.

Réformer et appliquer les lois et les politiques en faveur de l'égalité

Le processus d'adoption et/ou de réforme de lois en faveur de l'égalité peut impliquer la société civile, les autorités publiques, les législateurs et le grand public dans le débat et dans l'établissement de normes, et peut créer des pressions et des structures de responsabilité.



03.

Promouvoir le « féminisme des données » et combler les lacunes sur les données qui tiennent compte de la problématique du genre

Il est essentiel de combler les lacunes relatives aux données tenant compte de la problématique du genre pour assurer un suivi des politiques et orienter les décisions des responsables politiques. Mais nous ne devons pas nous arrêter là : il nous faut aussi promouvoir le « féminisme des données », en reconnaissant les déséquilibres de pouvoir et les héritages coloniaux profondément ancrés dans les systèmes statistiques, les pratiques et les institutions.

04.

Augmenter les ressources et les investissements au profit des services publics et des infrastructures sociales, y compris les services de soins

La transformation sociale nécessaire pour favoriser l'égalité de genre doit être financée, ce qui requiert des budgets tenant compte de la problématique du genre, une imposition progressive et des investissements importants dans les services publics et l'infrastructure publique (y compris dans les soins).

05.

Identifier les besoins uniques des adolescentes et des jeunes femmes à cette phase de leur vie et y répondre

C'est une évidence : lorsque les droits des filles sont respectés, les sociétés prospèrent. Les expériences et les opportunités rencontrées à cette période unique peuvent être décisives pour le reste de leur vie.

06.

Investir dans les organisations et les mouvements féministes et leur offrir un espace

Peu de progrès auraient été réalisés en matière de droits des femmes sans la pression collective et le plaidoyer des féministes. Elles ont besoin de meilleures ressources et d'espaces sûrs et sécurisés pour réaliser leurs activités et leur plaidoyer.



Un avenir d'égalité de genre passe par des mesures collectives et un changement systémique, de manière à corriger le système, pas les femmes. L'Indice a pour but de contribuer à mettre en lumière ces problèmes systémiques plus larges, la façon dont ils s'articulent ainsi que les domaines où nous enregistrons des progrès et ceux où nous ne progressons pas.

07.

Placer l'égalité et la justice de genre au cœur de la solidarité et de la coopération internationale

Nous avons besoin d'une collaboration continue des gouvernements dans des espaces multilatéraux pour protéger les engagements en faveur de l'égalité de genre contre les efforts des acteurs anti-droits. Et nous avons besoin d'aides publiques, de prêts et de subventions pour investir dans l'égalité de genre ainsi que dans les programmes et politiques qui la protègent.

Un avenir (in)égal ?

L'égalité de genre dans un monde en crise

LE MONDE A PROFONDÉMENT CHANGÉ DEPUIS

2015, date à laquelle 193 pays ont adopté le programme ambitieux qui encadre les Objectifs de développement durable (ODD). Neuf ans et une pandémie plus tard, la solidarité mondiale est en crise, les conflits armés sont en recrudescence, l'effondrement climatique s'accélère et la majorité de la population mondiale s'est appauvrie en termes réels. Les sociétés semblent plus hostiles, plus repliées sur elles-mêmes et moins coopératives.

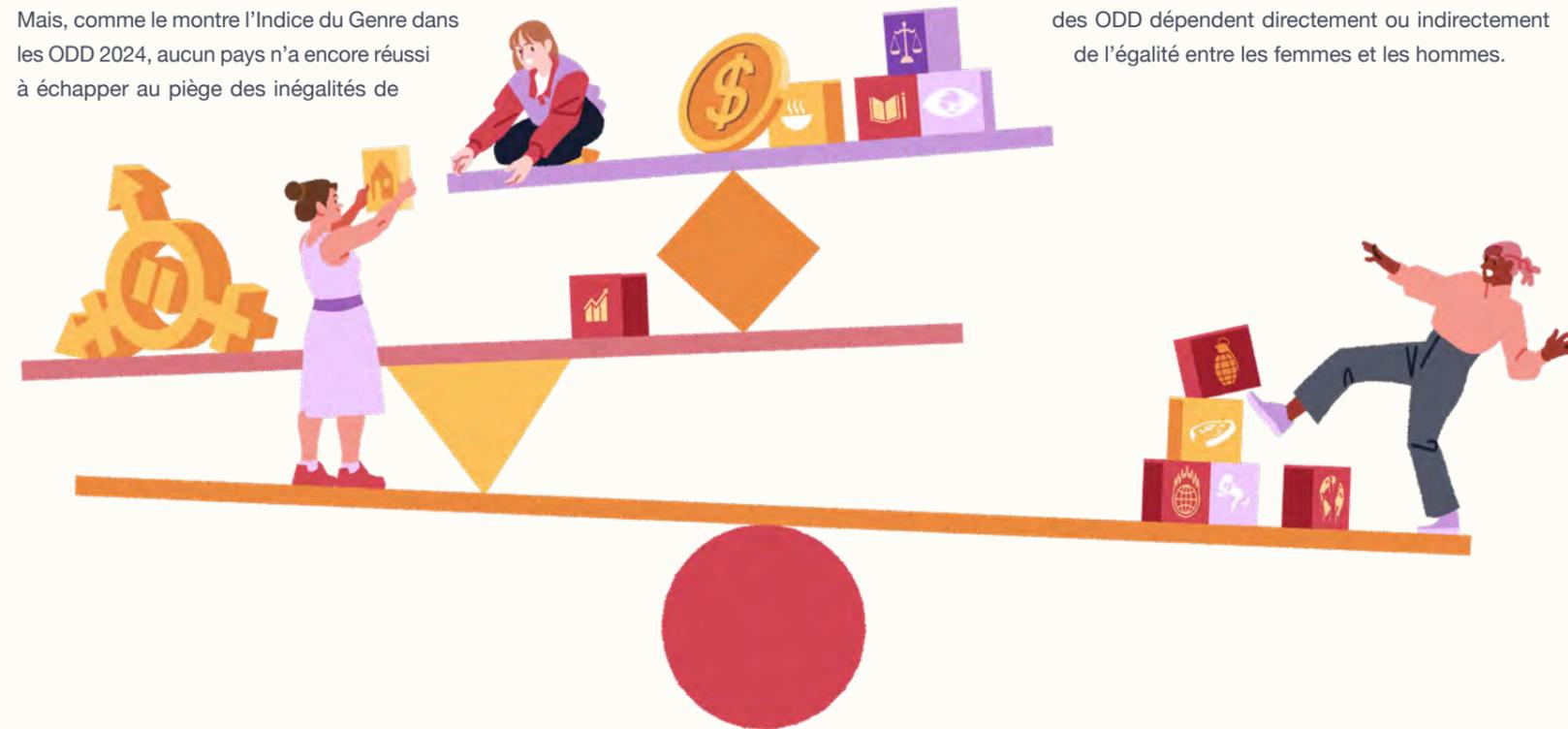
Quelles sont les perspectives d'avenir pour l'égalité de genre dans tout ça ? Cette thématique est loin d'être en haut de la liste des priorités. Les membres de la coalition Equal Measures 2030 (EM2030) et les militants et militantes de l'égalité de genre partout dans le monde ont du mal à inscrire l'égalité de genre en tête des priorités des responsables politiques. Nous constatons que des termes précédemment acceptés sur l'égalité de genre sont supprimés de certains accords internationaux. Nous constatons que les donateurs n'accordent plus la priorité aux droits des femmes alors même que le financement des groupes anti-genre progresse. Et que dire de l'égalité de genre dans les pays les plus pauvres, où l'Indice du Genre dans les ODD montre que les mesures sont les plus nécessaires ? Elle est reléguée encore plus bas dans la liste, éclipsée par d'autres enjeux nationaux et par le manque de solidarité internationale.

Quel manque de vision et quelle irresponsabilité ! Si une bonne partie des crises sociales et économiques sont devenues si dramatiques ces dernières années, c'est

précisément parce que nous vivons dans un monde d'inégalités. Un monde qui catégorise et exploite les personnes et la planète en vertu de leur valeur « productive ». Un monde qui traite les femmes et les filles comme des citoyennes de seconde zone, nées pour la servitude, prendre soin des autres et la reproduction. Tout cela n'est que le reflet de choix politiques, ce ne sont pas des fatalités. **Et ce sont aussi ces choix qui nous maintiennent actuellement dans le « piège des inégalités de genre ».**

Lorsque nous structurons nos sociétés en ayant pour objectif de combler les lacunes et d'éliminer les obstacles auxquels les femmes et les filles sont confrontées, nous façonnons aussi des sociétés plus égalitaires, plus durables et plus en paix. Lorsque les organisations et mouvements féministes bénéficient de ressources suffisantes et sont en mesure de se mobiliser librement, il leur est possible de faire pression en faveur de lois, de politiques et de décisions budgétaires qui protègent les personnes vulnérables et notre planète tout aussi vulnérable. Des sociétés plus égalitaires tirent parti des talents et des contributions de tous et de toutes. Des sociétés plus égalitaires sont moins exposées aux crises et sont mieux à même de surmonter les crises qui surviennent. **Voilà la clé d'un « avenir d'égalité de genre ».**

Mais, comme le montre l'Indice du Genre dans les ODD 2024, aucun pays n'a encore réussi à échapper au piège des inégalités de



Nous savons ce qu'il reste à faire et quels sont les enjeux.

Qu'attendons-nous ?

genre : pas un seul pays n'est en bonne voie d'atteindre l'égalité de genre d'ici à 2030, l'année où tous les pays se sont engagés à le faire. Si les tendances actuelles se poursuivent, l'égalité de genre à l'échelle mondiale ne sera pas atteinte avec le XXI^e siècle. Une petite fille qui naît aujourd'hui devra attendre jusqu'à son 97^e anniversaire – c'est-à-dire plus que son espérance de vie – pour pouvoir vivre dans une société égalitaire.

Au vu des crises interconnectées qui risquent de dominer les six dernières années du Programme 2030 (voir *Un avenir de crises interconnectées*), même cette tendance décevante pourrait s'avérer optimiste. Près de 40% des pays – ce qui représente plus d'un milliard de femmes et de filles – ont fait du surplace ou même régressé en matière d'égalité de genre entre 2019 et 2022. Le nombre de pays ayant enregistré un recul réel de la situation des femmes et des filles est passé de 10 pays entre 2015 et 2019 à 17 pays entre 2019 et 2022.

Si cette tendance au recul s'accélère, la situation de l'égalité de genre au niveau mondial pourrait être pire en 2030 qu'au moment de l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) en 2015.

Cette effarante éventualité menace la réalisation de l'ensemble du Programme 2030 : d'après nos estimations, près des trois quarts (74%) des cibles des ODD dépendent directement ou indirectement de l'égalité entre les femmes et les hommes.

À l'heure où les dirigeants et les dirigeantes du monde entier préparent le Sommet de l'avenir, le signal d'alarme a-t-il réellement été entendu ? Avons-nous compris que nous pourrions avoir moins d'égalité à la fin de la décennie qu'au moment de l'adoption des ODD ? Considérons les disparités entre les genres comme une sonnette d'alarme : quand les inégalités touchant plus de 50% de la population mondiale sont ignorées, négligées ou délibérément aggravées, il faut s'attendre à une exacerbation d'autres crises et à des sociétés moins résilientes.

L'inégalité de genre est la clé d'un avenir plus égalitaire, prospère, stable et durable. Notre Indice vient souligner les domaines auxquels il est nécessaire d'accorder plus d'attention, ainsi que ceux où des efforts coordonnés peuvent mener à un changement positif. Notre feuille de route formule sept recommandations clés qui devraient permettre aux gouvernements d'accélérer les progrès en matière d'égalité de genre.

Des progrès vers l'égalité de genre sont possibles - et même essentiels pour notre avenir partagé - mais ils ne sont absolument pas garantis.

¹ La vision d'EM2030 pour l'égalité de genre englobe les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+ dans toute leur diversité. Il n'est pas toujours possible de dépasser la binarité dans le cadre du présent rapport en raison des lacunes et des limites relatives aux données (voir l'encadré 1 : *Les lacunes sur les données et l'Indice du Genre dans les ODD 2024*).

Indice du Genre dans les ODD 2024 : aperçu de la situation générale

L'Indice du Genre dans les ODD 2024 est le résultat des recherches menées par EM2030, la coalition mondiale sur la responsabilité pour l'égalité de genre et les ODD. C'est l'outil le plus complet pour mesurer les progrès vers l'égalité de genre d'ici 2030 à l'échelle mondiale.

L'Indice 2024 mesure les avancées réalisées dans le domaine de l'égalité de genre dans 139 pays (soit 96% des femmes et des filles du monde entier), attribuant à chaque pays un score allant de zéro à 100 (100 indiquant que la cible a été atteinte) sur 56 problématiques touchant à l'égalité de genre et correspondant à 14 des 17 ODD (voir *Annexe 1*). Les indicateurs sont liés à l'égalité de genre ou renvoient à des problèmes qui ont un effet disproportionné sur les femmes et les filles, comme l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement ou la vulnérabilité au changement climatique.

L'Indice 2024 analyse les données de trois années de référence (2015, 2019 et 2022), ce qui permet de comparer les résultats avant et après le début de la pandémie de COVID-19. Pour la première fois, ces années de référence peuvent être utilisées pour établir des prévisions pays par pays. Nous avons également établi des prévisions pour toute une série de scénarios potentiels pour le monde à l'horizon 2030.

Pour en savoir plus sur la méthodologie et l'approche utilisées dans le cadre de l'Indice du Genre dans les ODD 2024, voir la page À propos de l'Indice sur le site d'EM2030 et l'audit officiel de la conception de l'Indice.

Pourquoi l'Indice va-t-il plus loin que l'ODD 5 ?

L'ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » couvre des questions essentielles pour faire progresser les droits des femmes et des filles, et notamment en ce qui concerne l'élimination de la VBG et des lois discriminatoires ; l'éradication des pratiques préjudiciables comme les mutilations génitales féminines/excision ; la garantie d'une participation égale ; un accès universel à la santé sexuelle et reproductive et aux droits qui y sont liés.

La concrétisation d'un avenir véritablement égalitaire pour tous et toutes dépasse les problématiques couvertes par l'ODD 5. Lorsque les communautés n'ont pas accès aux services publics, à l'eau et aux services d'assainissement, ou à des sources d'énergie propre pour cuisiner, ce sont les femmes et les filles qui sont pénalisées par ce manque d'infrastructures. Lorsque les politiques ne tiennent pas compte des obstacles

spécifiques auxquels les filles sont confrontées (comme le temps passé à aller chercher de l'eau, l'éloignement de l'école et les responsabilités familiales et ménagères), ce sont elles encore qui n'ont pas la possibilité de s'instruire. Et la liste continue.

Un avenir d'égalité de genre apporterait plus de justice, plus de sécurité, plus de santé, plus de durabilité, et plus de prospérité pour tous et toutes.

Un avenir d'égalité de genre passe par des mesures collectives et un changement systémique, de manière à corriger le système, pas les femmes. L'Indice a pour but de contribuer à mettre en lumière ces problèmes systémiques plus larges, la façon dont ils s'articulent ainsi que les domaines où nous enregistrons des progrès et ceux où nous ne progressons pas.

Encadré 1.

Les lacunes sur les données et l'Indice du Genre dans les ODD 2024

La création de l'Indice a exigé les meilleures données disponibles pour évaluer les problématiques spécifiques au genre pour chacun des ODD. Lors de ces recherches, nous avons été confronté-e-s à d'importantes lacunes en matière de données sur le genre qui ont mis en évidence l'urgence d'investir dans des données plus nombreuses et de meilleure qualité, mais aussi le besoin d'impliquer les organisations et mouvements féministes qui détiennent, produisent et utilisent ces données ou formulent des recommandations dans ce domaine de manière à mieux traduire leurs réalités.

Nous savons que les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre et les responsables politiques ne disposent pas de suffisamment de données et de preuves sur certaines des problématiques les plus importantes dans le domaine de l'égalité de genre, comme la violence basée sur le genre (VBG), la santé sexuelle et reproductive et les droits qui y sont liés, ainsi que les responsabilités familiales. Faute de données comparables au niveau mondial, certaines de ces problématiques ne peuvent pas être prises en compte par l'Indice comme nous l'aurions souhaité (malgré l'utilisation des meilleures données disponibles).

Les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre et les responsables politiques recherchent également des données qui révèlent les disparités transversales au sein des groupes de femmes et de filles dans toute leur diversité, par exemple selon l'âge, le revenu, l'identité ethnique ou religieuse, la situation géographique, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap, le statut migratoire et le statut sérologique, entre autres facteurs (voir *Ne laisser personne pour compte ?*).

Les données disponibles sont toujours structurées en fonction d'un cadre binaire, ce qui peut limiter la visibilité et la compréhension des expériences des personnes LGBTQIA+. Cette approche binaire exclut les trans, les personnes non binaires, les queers et d'autres identités diverses, ce qui entraîne des lacunes dans les données empêchant de saisir l'ensemble du spectre de la diversité de genre. Pour y remédier, il y a lieu d'opter délibérément pour des pratiques de collecte de données plus inclusives, qui reconnaissent et valident toutes les identités de genre.



Nous avons rencontré plusieurs difficultés spécifiques lors de l'élaboration de l'Indice 2024 : nous n'avons pas pu obtenir

« Il est essentiel de continuer à encourager le gouvernement à reconnaître et à utiliser les données provenant de la société civile, en particulier celles produites par les communautés de femmes de base. »

– KAPAL Perempuan, Indonésie

de nouvelles données pour des indicateurs de base tels que le taux de mortalité maternelle, la mesure de l'inclusion financière ou les données relatives à la main-d'œuvre, en raison de retards liés à la COVID-19 lors des collectes de données nationales. Il nous a également fallu renoncer à d'autres indicateurs de l'Indice 2022 en raison d'une couverture de données de plus en plus faible, notamment en ce qui concerne les femmes dans les STEM, la mesure de la pauvreté spécifique au genre et le retard scolaire des filles dans l'enseignement primaire.

C'est la raison pour laquelle l'une des recommandations clés de la feuille de route consiste à « promouvoir le féminisme des données et combler les lacunes sur les données de genre » (voir *Une feuille de route pour les gouvernements*).

À moins de six ans de l'échéance de 2030, aucun pays n'est parvenu à l'égalité de genre

L'INDICE DU GENRE DANS LES ODD 2024 MONTRÉ que, sur les 139 pays examinés, aucun pays n'est parvenu à tenir ses engagements en faveur de l'égalité de genre. C'est vrai si l'on considère la situation « moyenne » des femmes et des filles dans un pays,

mais nous savons également que les disparités sont particulièrement marquées pour les femmes et les filles qui sont confrontées à des discriminations et à des désavantages supplémentaires et croisés du fait de leur race ou de leur appartenance ethnique, de leur richesse ou de leur revenu, de leur situation géographique, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur handicap et de bien d'autres facteurs encore.

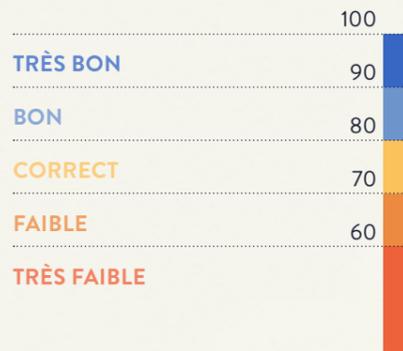
Le score moyen mondial de 66,1/100 en 2022 est « faible », à peine une note de passage (voir Figure 1). Le score moyen mondial ne s'est que légèrement amélioré depuis 2015, date à laquelle il était de 63,7/100. Depuis l'adoption des ODD en 2015, l'indice n'a progressé que d'un tiers de point (sur 100) par an environ au niveau mondial.

Selon l'Indice, les pays dont le score global est égal ou supérieur à 90 ont un « très bon » score en matière d'égalité de genre, tandis que ceux dont le score est inférieur à 60 sont considérés comme des environnements « très faibles » pour les femmes et les filles (voir Figure 1).

Figure 1. Système de scores de l'Indice du Genre dans les ODD

NIVEAU DE SCORE

Le niveau du score d'Indice d'un pays s'appuie sur une échelle de 0 à 100 points, où 0 est le score le plus faible et 100 points le score le plus élevé. Un score de 100 indique qu'un pays a réalisé la cible d'égalité de genre dans le domaine en question. Les scores sont ensuite regroupés en cinq catégories, désignées en fonction de leur score, de « très bon » à « très faible ». On considérera, par exemple, qu'un pays ayant obtenu un score de 84 pour l'ODD 4 sur la qualité de l'éducation a enregistré de « bons » résultats dans le domaine de l'égalité de genre pour cet objectif.



RYTHME DE CHANGEMENT

- PROGRÈS RAPIDE** : le score a augmenté de plus de 0,6 point par an
- QUELQUES PROGRÈS** : le score a augmenté de 0,2 à 0,6 point par an
- AUCUN PROGRÈS** : le score est resté « stable » (marge entre -0,2 et +0,2 point par an)
- BAISSE** : le score a baissé de plus de -0,2 point par an

Le rythme de changement dans un pays depuis 2019 (ou 2015) est représenté par quatre catégories, allant de « progrès rapide » à « baisse ». Par exemple, un pays qui a relevé son score de 82 en 2019 à 84 en 2022 aura donc réalisé « quelques progrès ».

Les « progrès rapides » doivent être considérés comme rapides par rapport aux autres pays sur la période en question, et non par rapport au rythme de changement nécessaire pour atteindre les cibles des ODD. Bien qu'il soit nécessaire de contextualiser toutes les mesures de changement, les pays partant d'un score plus faible ont plus de chance d'évoluer à un rythme de changement plus élevé.

Figure 2.

Scores de l'Indice du Genre dans les ODD 2024, tendances, et classements par pays

CLASSE- MENT 2024	PAYS	SCORE 2024	TENDANCES		PRÉVISION 2022-2030	CLASSE- MENT 2024	PAYS	SCORE 2024	TENDANCES		PRÉVISION 2022-2030
			2015- 2019	2019- 2022					2015- 2019	2019- 2022	
1	Suisse	90,1	▲	▲	▲	71	Afrique du Sud	67,5	▼	▲	■
2	Suède	89,3	■	■	■	72	Colombie	67,4	■	▲	▲
3	Danemark	89,0	▲	■	▲	73	Paraguay	67,4	▲	▲	▲
4	Norvège	88,5	■	■	■	74	République Dominicaine	66,6	▲	▲	▲
5	Finlande	87,2	■	▲	■	75	Ukraine	66,5	▲	▼	▲
6	Irlande	86,6	▲	▲	▲	76	Pérou	66,3	▲	■	▲
7	Pays-Bas	86,5	■	■	■	77	Équateur	66,2	▼	■	▼
8	Luxembourg	86,3	■	▲	■	78	Turquie	65,9	■	■	■
9	Autriche	86,1	▲	■	▲	79	Jamaïque	65,6	▲	▲	▲
10	Slovénie	85,3	■	▲	▲	80	El Salvador	65,1	▲	▲	▲
11	Allemagne	85,1	■	▲	■	81	Azerbaïdjan	64,9	▲	▼	▲
12	Islande	83,9	■	■	■	82	Panama	64,4	▲	▼	■
13	Singapour	83,3	▲	▲	▲	83	Bolivie	64,3	▲	■	▲
14	Nouvelle-Zélande	83,0	■	■	■	84	Maroc	63,2	▲	▲	▲
15	Estonie	82,9	▼	▲	■	85	Tunisie	63,1	■	■	■
16	Australie	82,6	▼	▲	■	86	Nicaragua	62,4	■	■	■
17	Belgique	82,6	▼	▲	■	87	Jordanie	61,8	▲	▲	▲
18	Canada	82,4	■	■	■	88	Algérie	61,6	■	■	■
19	Espagne	82,3	▲	▲	▲	89	Égypte	61,3	▲	■	▲
20	Tchéquie	81,9	▲	■	■	90	Népal	61,3	▲	▲	▲
21	Royaume-Uni	81,4	■	■	■	91	Inde	61,2	▲	▲	▲
22	Lettonie	80,8	■	▲	▲	92	Vénézuela	60,5	▼	▲	■
23	Lituanie	80,5	▼	▲	■	93	Cambodge	60,2	▲	▲	▲
24	France	80,4	■	■	■	94	Sri Lanka	60,0	▲	▼	▼
25	Portugal	79,9	▲	▲	▲	95	Guatemala	59,4	▲	▲	▲
26	Corée du Sud	78,9	▲	▲	▲	96	Botswana	59,2	▲	■	■
27	Slovaquie	78,7	▲	▲	▲	97	Ghana	58,9	▲	■	▲
28	Croatie	77,9	■	▲	■	98	Honduras	58,7	▲	■	▲
29	Pologne	77,6	▲	▼	▲	99	Eswatini	58,4	▲	■	▲
30	Israël	77,5	▲	■	▲	100	Namibie	58,0	▲	▲	▲
31	Italie	77,1	▲	▲	▲	101	Gabon	57,7	▲	▲	▲
32	Émirats Arabes Unis	76,5	▲	▲	▲	102	Iran	57,6	■	▼	■
33	Uruguay	76,4	▲	▲	▲	103	RDP Lao	56,9	▲	▲	▲
34	Hongrie	76,4	▲	■	■	104	Rwanda	56,1	▲	■	▲
35	Japon	76,3	■	■	■	105	Bangladesh	55,7	▲	▲	▲
36	Malte	76,1	■	■	■	106	Myanmar	55,3	▲	▼	■
37	Serbie	75,7	▲	▲	▲	107	Sénégal	54,9	▲	▲	▲
38	Costa Rica	75,3	▲	▲	▲	108	Irak	53,7	▲	▲	▲
39	Chypre	75,0	▲	▲	▲	109	Kenya	53,1	▲	▼	■
40	États-Unis	74,6	▲	▼	■	110	Lesotho	52,6	■	■	■
41	Chine	74,6	▲	▲	▲	111	Tanzanie	52,5	▲	▲	▲
42	Chili	74,5	▲	▲	▲	112	Cameroun	52,2	▲	▲	▲
43	Bulgarie	74,0	▼	▲	■	113	Liban	51,6	▼	▼	▼
44	Monténégro	73,6	▲	▲	▲	114	Bénin	51,1	▲	▲	▲
45	Moldavie	73,2	▲	▲	▲	115	Mozambique	50,7	▲	■	▲
46	Kazakhstan	73,1	▲	▲	▲	116	Côte d'Ivoire	50,7	▲	▲	▲
47	Roumanie	72,8	▲	▲	▲	117	Zambie	50,5	■	▲	▲
48	Argentine	72,7	▼	▲	■	118	Malawi	50,1	▲	▲	▲
49	Grèce	72,6	■	▲	■	119	Zimbabwe	50,0	■	■	■
50	Maurice	72,5	■	▲	■	120	Mali	50,0	▲	▲	▲
51	Arménie	72,1	▲	▲	▲	121	Ouganda	50,0	■	▲	▲
52	Géorgie	71,8	▲	▲	▲	122	Togo	49,3	▲	▲	▲
53	Thaïlande	71,7	■	▲	■	123	Pakistan	48,9	■	■	■
54	Koweït	71,6	▲	▲	▲	124	Éthiopie	48,4	▲	■	■
55	Malaisie	71,4	▲	▲	▲	125	Guinée	47,9	▲	▲	▲
56	Biélorussie	71,3	■	▼	■	126	Mauritanie	47,6	■	▲	■
57	Vietnam	71,2	▲	▲	▲	127	Nigeria	47,4	■	▲	▲
58	Albanie	71,1	▲	▲	▲	128	Gambie	47,3	▲	▲	■
59	Ouzbékistan	69,9	▲	■	■	129	Burkina Faso	46,9	▲	▼	▲
60	Bosnie-Herzégovine	69,2	▲	▲	▲	130	Haïti	46,2	▲	▼	▲
61	Mongolie	68,6	▲	▲	▲	131	Congo	45,4	▲	▲	▲
62	Macédoine du Nord	68,5	▲	▼	■	132	Libéria	45,0	▲	▲	▲
63	Mexique	68,3	■	▲	▲	133	Madagascar	44,7	▲	▲	▲
64	Brésil	68,2	▲	▲	▲	134	Burundi	43,0	■	▲	▲
65	Kirghizstan	67,9	■	▲	▲	135	RD Congo	42,2	▲	▼	▲
66	Indonésie	67,9	▲	▲	▲	136	Sierra Leone	42,0	▲	■	■
67	Tadjikistan	67,9	▲	▲	▲	137	Niger	41,0	▲	■	■
68	Russie	67,9	▲	▲	▲	138	Tchad	40,1	▲	▲	▲
69	Arabie Saoudite	67,6	▲	▲	▲	139	Afghanistan	35,4	■	▼	▼
70	Philippines	67,5	■	▲	▲						

Source : Indice du Genre dans les ODD 2024, Equal Measures 2030.

La Suisse arrive en tête du classement de l'Indice 2024 (voir Figure 2), ce qui en fait le pays le plus égalitaire en termes de genre au monde, et il s'agit de la première année où un pays non nordique arrive en tête de l'Indice. Seul pays à avoir obtenu un « très bon » score, la Suisse a également accompli des « progrès rapides » entre 2019 et 2022 en s'améliorant sur plusieurs questions d'égalité de genre mesurées dans l'Indice, notamment en augmentant le nombre de femmes dans sa délégation sur le changement climatique (COP) (Ind. 13.1), en modifiant ses lois sur l'orientation sexuelle (Ind. 10.5) et les congés familiaux (Ind. 8.4), en améliorant les infrastructures soutenant le commerce et les transports (Ind. 11.4), et en réduisant les préoccupations des femmes concernant la corruption du gouvernement (Ind. 17.3).

Les pays figurant dans le top 10 de l'Indice 2024 sont :

- | | |
|----------------|------------------|
| 1. la Suisse | 6. l'Irlande |
| 2. la Suède | 7. les Pays-Bas |
| 3. le Danemark | 8. le Luxembourg |
| 4. la Norvège | 9. l'Autriche |
| 5. la Finlande | 10. la Slovaquie |

Les trois pays ayant obtenu les scores les plus faibles dans l'Indice 2024 sont :

1. l'Afghanistan
2. le Tchad
3. le Niger

Au total, 19 pays ont des scores inférieurs à 50 sur 100, ce qui signifie qu'ils ont accompli moins de la moitié du chemin pour parvenir aux cibles de l'égalité de genre dans les ODD.

Figure 3.

Population de femmes et de filles par score d'Indice, 2022

Population en millions (M) ou milliards (Mrd)



Nombre de pays

Que signifie un score d'égalité de genre « très faible » dans la vie des femmes et des filles ?

2,4 Mrd

de femmes et de filles vivaient dans des pays ayant obtenu des scores « très faibles » ou « faibles » en matière d'égalité de genre en 2022 (voir Figure 3).

Les disparités de genre varient fortement d'un contexte à l'autre, mais on peut relever des points communs :

Conflits violents

Seize des 45 pays ayant obtenu un score d'Indice « très faible » apparaissent sur la liste des pays connaissant les plus forts degrés de conflits violents au monde.

Niveaux très élevés de pauvreté absolue

Le revenu moyen par habitant dans les pays ayant obtenu un score d'Indice « très faible » était d'à peine 5 641 \$ par personne et par an, ce qui représente moins de 8% du revenu des pays ayant obtenu des scores « bons » et « très bons » (en moyenne 72 918 \$ par personne et par an).

Manque d'accès à l'éducation pour les filles

L'enseignement secondaire (Ind. 4.4) n'est pas à la portée de nombreuses filles dans les pays ayant un score d'Indice « très faible » : dans ces pays, 69% des femmes et des filles en moyenne n'ont pas du tout bénéficié d'un enseignement secondaire (soit près du double de la moyenne mondiale).

Infrastructures de base et services de qualité médiocre

En moyenne, moins de la moitié des personnes (46%) vivant dans les pays ayant obtenu un score « très faible » avaient accès à des services d'assainissement de base (Ind. 6.2).

Taux de fécondité élevés chez les adolescentes (dont « grossesses forcées »)

Les taux de natalité chez les adolescentes (Ind. 3.2) sont beaucoup plus élevés dans les pays où le score d'Indice est « très faible » : dans ces pays, près d'une fille âgée de 15 à 19 ans sur 12 a des enfants. Ce chiffre contraste avec les taux de natalité dans les pays ayant obtenu un « bon » score d'Indice, où il est d'une fille sur 167.

Absence de lois protégeant les personnes LGBTQIA+

Les lois visant à prévenir la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle (Ind. 10.5) sont pratiquement inexistantes dans les pays où le score d'Indice est « très faible ».

Source : Indice de Genre des ODD 2024, Equal Measures 2030 et UNDESA.

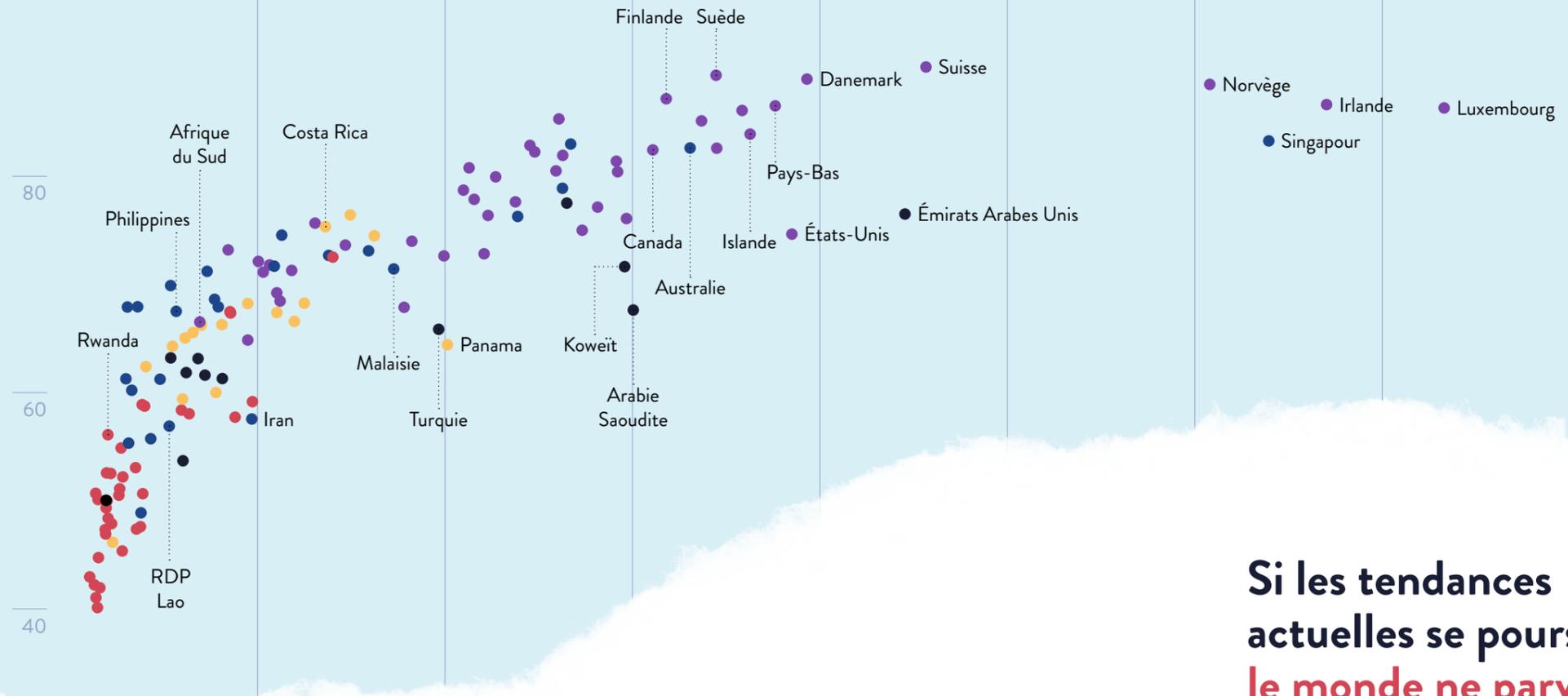
PIB par habitant (PPA USD)

20 000 40 000 60 000 80 000 100 000 120 000 140 000

Figure 4. PIB par habitant et scores de l'Indice dans les ODD, 2022

Score 2022

100



Faire plus pour l'égalité de genre avec moins

L'égalité de genre n'est pas uniquement liée au niveau de développement économique d'un pays. Si les pays à hauts revenus, mesurés selon le PIB, obtiennent généralement de meilleurs résultats en matière d'égalité entre les sexes que les pays à faibles revenus, les données montrent que ce n'est pas toujours le cas (voir Figure 4). Certains pays parviennent à créer des sociétés plus égalitaires avec des ressources identiques ou moindres, tandis que d'autres obtiennent des résultats qui ne sont pas à la hauteur de leur niveau de revenu.

Différents points de départ pour l'égalité de genre

Le score obtenu par un pays à l'Indice du Genre dans les ODD reflète sa performance en matière d'égalité de genre à un moment donné. Mais l'Indice 2024 a ceci d'unique qu'il ne se contente pas de comparer les résultats des pays à un moment donné, mais qu'il compare leur rythme de progression et la direction qu'ils prennent. Cette méthode nous permet d'examiner non seulement le point de départ des pays, mais aussi leur progression, et d'envisager comment les tendances passées pourraient évoluer à l'avenir (jusqu'à l'échéance de 2030 et au-delà).

Si les tendances actuelles se poursuivent, le monde ne parviendra pas à l'égalité de genre avant un siècle

L'INDICE 2024 MET EN ÉVIDENCE UNE DURE réalité : les progrès mondiaux en faveur de l'égalité de genre sont d'une lenteur alarmante (voir Figure 5). La trajectoire générale suivie par l'égalité de genre n'a guère changé depuis l'adoption des ODD en 2015.

Si les tendances actuelles se poursuivent, l'égalité de genre dans le monde ne sera pas réalisée avant le XXIe siècle. Une petite fille qui naît aujourd'hui devra attendre jusqu'à son 97e anniversaire – c'est-à-dire plus que son espérance de vie – pour connaître une société véritablement égalitaire.

Le Costa Rica dépasse les États-Unis avec seulement un tiers (34%) de leur PIB par habitant.

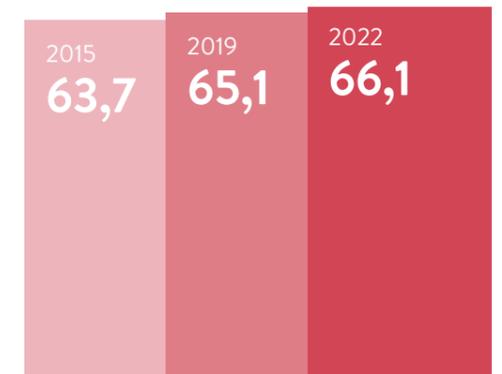
Les Philippines et l'Afrique du Sud obtiennent le même score d'Indice que l'Arabie saoudite, avec respectivement moins d'un cinquième et environ un quart (17% et 27%) du PIB saoudien par habitant.

Le Rwanda, la RDP Lao et l'Iran enregistrent des scores d'Indice très similaires avec des PIB par habitant très différents : en 2022, le Rwanda avait un revenu par habitant de 3 061 \$, la RDP Lao 8 794 \$ et l'Iran 16 591 \$.

Source : Indice du Genre dans les ODD 2024, Equal Measures 2030 et Banque mondiale.

Figure 5. Score d'Indice mondial moyen, 2015, 2019 et 2022

100



Source : Indice de Genre des ODD 2024, Equal Measures 2030.

Figure 6.
Scores d'Indice des pays par niveau et par rapidité des changements, 2019-2022

Remarque : Les pays sont regroupés par niveau de score et classés par ordre alphabétique à l'intérieur de leurs groupes. Les couleurs de la carte correspondent au niveau de score. Sur la carte, les pays colorés en gris foncé n'ont pas fourni suffisamment de données pour permettre le calcul d'un score indiciel.

RYTHME DE CHANGEMENT, 2019-2022

- ▲ **Progrès rapide**
Le score a augmenté de plus de 0,6 point par an
41 PAYS
- ▲ **Quelques progrès**
Le score a augmenté de 0,2 à 0,6 point par an
45 PAYS
- **Aucun progrès**
Le score est resté « stable »
(marge entre -0,2 et +0,2 point par an)
36 PAYS
- ▼ **Baisse**
Le score a baissé de plus de -0,2 point par an
17 PAYS

TRÈS BON (90-100 POINTS)

- ▲ Suisse

1 PAYS

BON (80-90 POINTS)

- ▲ Belgique
- ▲ Estonie
- ▲ Irlande
- ▲ Lettonie
- ▲ Lituanie
- ▲ Slovénie
- ▲ Allemagne
- ▲ Australie
- ▲ Espagne
- ▲ Finlande
- ▲ Luxembourg
- ▲ Singapour
- Autriche
- Canada
- Danemark
- France
- Islande
- Nouvelle-Zélande
- Norvège
- Pays-Bas
- République tchèque
- Royaume-Uni
- Suède

23 PAYS

CORRECT

- ▲ Argentine
- ▲ Bulgarie
- ▲ Chili
- ▲ Corée du Sud
- ▲ Croatie
- ▲ Émirats arabes unis
- ▲ Italie
- ▲ Koweït
- ▲ Malaisie
- ▲ Moldavie
- ▲ Monténégro
- ▲ Serbie
- ▲ Thaïlande
- ▲ Vietnam

(70-80 POINTS)

- ▲ Albanie
- ▲ Arménie
- ▲ Chine
- ▲ Chypre
- ▲ Costa Rica
- ▲ Géorgie
- ▲ Grèce
- ▲ Kazakhstan
- ▲ Maurice
- ▲ Portugal
- ▲ Roumanie
- ▲ Slovaquie
- ▲ Uruguay
- Hongrie
- Israël
- Japon
- Malte
- ▼ Bélarus
- ▼ États-Unis
- ▼ Pologne

34 PAYS

FAIBLE (60-70 POINTS)

- ▲ Afrique du Sud
- ▲ Arabie saoudite
- ▲ Brésil
- ▲ Inde
- ▲ Indonésie
- ▲ Maroc
- ▲ Mexique
- ▲ Népal
- ▲ Philippines
- ▲ Salvador
- ▲ Venezuela
- ▲ Bosnie-Herzégovine
- ▲ Cambodge
- ▲ Colombie
- ▲ Jamaïque
- ▲ Jordanie
- ▲ Kirghizstan
- ▲ Mongolie
- ▲ Paraguay
- ▲ République dominicaine
- ▲ Russie
- ▲ Tadjikistan
- Algérie
- Bolivie
- Égypte
- Équateur
- Nicaragua
- Ouzbékistan
- Pérou
- Tunisie
- Turquie
- ▼ Azerbaïdjan
- ▼ Macédoine du Nord
- ▼ Panama
- ▼ Sri Lanka
- ▼ Ukraine

36 PAYS

TRÈS FAIBLE (<60 POINTS)

- ▲ Bénin
- ▲ Congo
- ▲ Gabon
- ▲ Guinée
- ▲ Iraq
- ▲ Ouganda
- ▲ Tchad
- ▲ Togo
- ▲ Zambie
- ▲ Bangladesh
- ▲ Burundi
- ▲ Cameroun
- ▲ Côte d'Ivoire
- ▲ Guatemala
- ▲ Liberia
- ▲ Madagascar
- ▲ Malawi
- ▲ Mali
- ▲ Mauritanie
- ▲ Namibie
- ▲ Nigeria
- ▲ RDP Lao
- ▲ Sénégal
- ▲ Tanzanie
- Botswana
- Eswatini
- Éthiopie
- Ghana
- Honduras
- Lesotho
- Mozambique
- Niger
- Pakistan
- Rwanda
- Sierra Leone
- Zimbabwe
- ▼ Afghanistan
- ▼ Burkina Faso
- ▼ Gambie
- ▼ Haïti
- ▼ Iran
- ▼ Kenya
- ▼ Liban
- ▼ Myanmar
- ▼ RD Congo

45 PAYS

Source : Indice de Genre des ODD 2024, Equal Measures 2030.

Près **1/3** des pays ont accompli des « progrès rapides » en faveur de l'égalité de genre.

Certains pays progressent tandis que d'autres régressent

On peut se réjouir de voir que près d'un tiers des pays (41 sur 139) ont accompli des « progrès rapides » en faveur de l'égalité de genre et plus de la moitié des pays (86 sur 139) ont évolué dans la bonne direction entre 2019 et 2022 (voir Figure 6).

Toutefois, près de la moitié de ces pays qui progressent rapidement étaient partis de niveaux très bas, avec des scores d'Indice « faibles » à « très faibles » (voir Figure 7). Il n'est dès lors pas surprenant que les pays

qui partent de loin soient en mesure de réaliser des progrès rapides. Les pays classés en tête de l'Indice, quant à eux, auront du mal à toucher les populations les plus marginalisées, ce qui peut ralentir la réduction des disparités (le concept du « dernier kilomètre »). Cependant, on dénombre aussi des pays ayant obtenu des scores « très bons » ou « bons » qui parviennent malgré tout à réaliser des progrès rapides.

Les pays à faibles revenus ou ceux qui sont partis de loin dans le domaine de l'égalité de genre ne sont pas les seuls à régresser ou à stagner : l'Autriche, la France et Malte par exemple risquaient de régresser, avec des scores d'Indice en stagnation entre 2019 et 2022 (voir Figure 6).

Les pays qui ont enregistré les plus grands progrès dans leur score de l'Indice de Genre des ODD depuis 2019 sont mis en évidence dans la Figure 7, et ceux qui ont le plus reculé depuis 2019 dans la Figure 8.

Entre 2019 et 2022, près de 40% des pays – ce qui représente plus d'un milliard de femmes et de filles – ont fait du surplace ou régressé dans le domaine de l'égalité de genre.

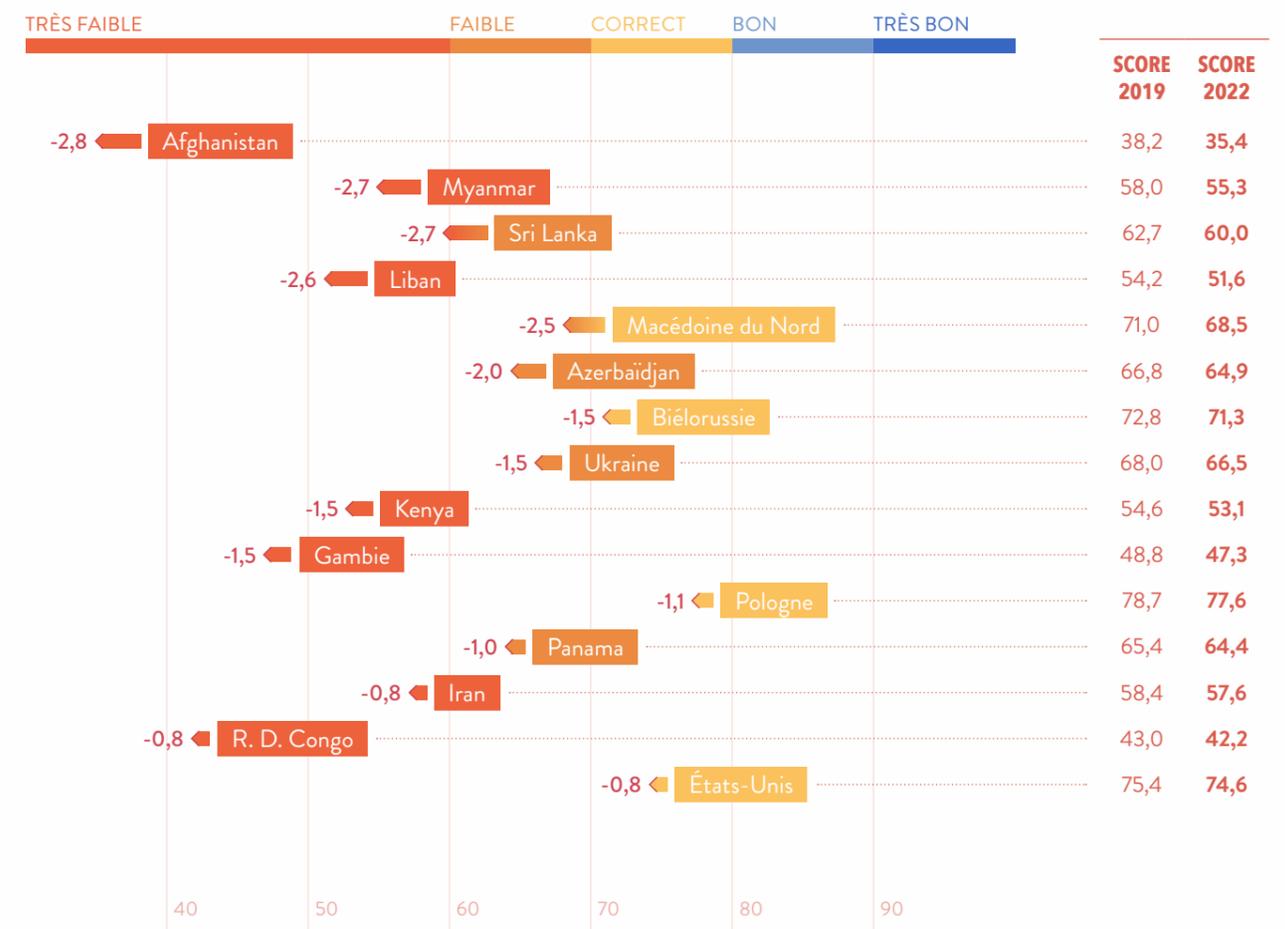
Figure 7. Pays qui ont enregistré les progrès les plus rapides entre 2019 et 2022
Changement en points de score de l'Indice



Remarque : le total des scores peut ne pas être exact en raison des arrondis.

Source : Indice de Genre des ODD 2024, Equal Measures 2030.

Figure 8. Pays qui ont enregistré le plus fort recul entre 2019 et 2022
Changement en points de score de l'Indice



Remarque : le total des scores peut ne pas être exact en raison des arrondis.

Source : Indice de Genre des ODD 2024, Equal Measures 2030.

Le monde sera-t-il moins égalitaire en 2030 qu'en 2015 ?

Le score de l'Indice mondial

100

SI LA TENDANCE ACTUELLE À L'ÉCHELLE MONDIALE persiste, nous parviendrons à l'égalité de genre près d'un siècle plus tard que le prévoyaient les ODD. Ce scénario, aussi sombre soit-il, peut même s'avérer optimiste.

Les membres de la coalition EM2030 – défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre partout dans le monde – ne font pas qu'anticiper les crises interconnectées que nous examinerons dans *Un avenir de crises interconnectées* ci-dessous; ils et elles les vivent déjà. Les membres de notre coalition ne sont pas les seules personnes à se préoccuper de l'avenir : 92% des experts et expertes consulté-e-s dans le cadre du *Rapport d'analyse des risques mondiaux 2024* du Forum économique mondial estiment que les perspectives mondiales à long terme sont « instables », « mouvementées » ou « agitées ».

Les progrès en matière d'égalité de genre ayant été à peine perceptibles entre 2015 et 2022, ils pourraient facilement être remis en cause au cours des six dernières années des ODD.

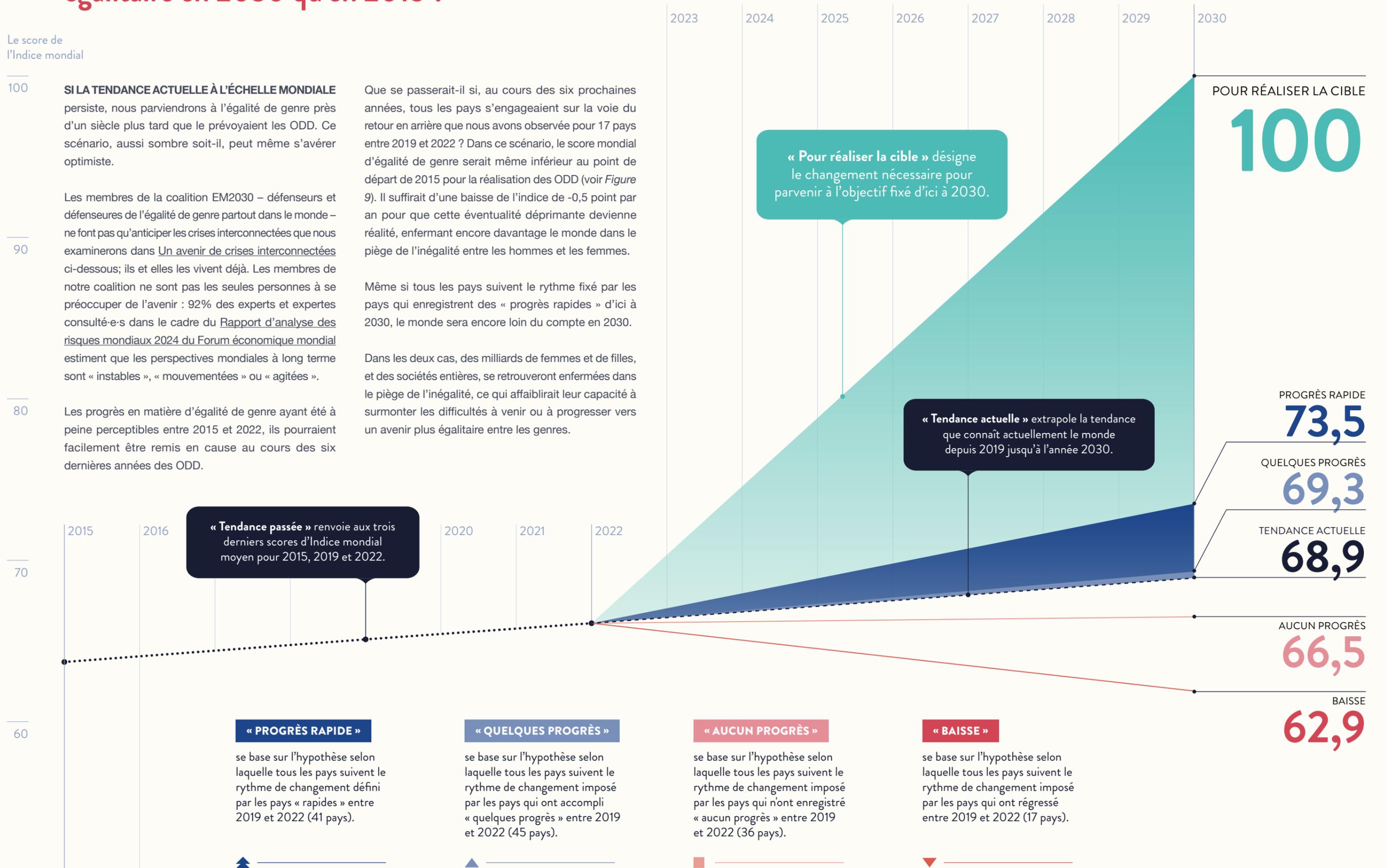
Que se passerait-il si, au cours des six prochaines années, tous les pays s'engageaient sur la voie du retour en arrière que nous avons observée pour 17 pays entre 2019 et 2022 ? Dans ce scénario, le score mondial d'égalité de genre serait même inférieur au point de départ de 2015 pour la réalisation des ODD (voir Figure 9). Il suffirait d'une baisse de l'indice de -0,5 point par an pour que cette éventualité déprimante devienne réalité, enfermant encore davantage le monde dans le piège de l'inégalité entre les hommes et les femmes.

Même si tous les pays suivent le rythme fixé par les pays qui enregistrent des « progrès rapides » d'ici à 2030, le monde sera encore loin du compte en 2030.

Dans les deux cas, des milliards de femmes et de filles, et des sociétés entières, se retrouveront enfermées dans le piège de l'inégalité, ce qui affaiblirait leur capacité à surmonter les difficultés à venir ou à progresser vers un avenir plus égalitaire entre les genres.

Figure 9.

Progrès de l'égalité de genre, scénarios possibles à l'horizon 2030



Le scénario du retour en arrière : une possibilité bien réelle

Qu'est ce qui inquiète tant la coalition EM2030 quant au risque que de tomber dans un piège de l'inégalité de genre au cours des six dernières années des ODD ?

Des signaux d'alerte apparaissent dans l'ensemble de l'Indice.



Hausse du nombre de pays dont le score s'est dégradé entre 2019 et 2022 par rapport à la période précédente

Entre 2019 et 2022, les pays en recul dans le domaine de l'égalité de genre étaient plus nombreux qu'au cours de la période 2015-2019 : le nombre de pays ayant régressé en matière d'égalité de genre est passé de 10 à 17 depuis 2019.

Un score d'Indice en « baisse » est très préoccupant. Un retour en arrière implique un changement négatif pour un certain nombre des 56 questions de l'Indice.

Et cette tendance au recul ne touche pas seulement les pays les plus pauvres, les pays fragilisés ou confrontés à des conflits ou les pays au bas du classement (voir *Figure 8*) : les États-Unis, la Pologne, le Sri Lanka et le Kenya ont vu leurs scores d'Indice baisser entre 2019 et 2022.



Recul de l'égalité de genre en lien avec la nutrition et la justice

Les scores de deux ODD entiers ont baissé au niveau mondial entre 2019 et 2022. Si le recul de ces scores peut sembler faible, il représente néanmoins un changement négatif dans toute une série de domaines et dans un grand nombre de pays. Ces éléments sont donc des signaux d'alerte.

L'égalité de genre et l'ODD 2 (« Faim zéro ») : Le score d'Indice pour l'ODD 2 est passé de 73,8 en 2019 à 72,6 points en 2022, et si la tendance actuelle se poursuit, il risque de continuer à baisser et de passer à 69,4 points d'ici à 2030. Ce changement est notamment dû à la hausse de l'insécurité alimentaire (Ind. 2.2) et à la crainte des femmes de ne pas avoir assez d'argent pour acheter à manger (Ind. 2.4).

L'égalité de genre et l'ODD 16 (« Paix, justice et institutions efficaces ») : Le score mondial moyen pour l'ODD 16 était de 62,4 en 2022, soit une baisse par rapport à 62,6 en 2019 et 62,9 en 2015. Le score pour l'ODD 16 a baissé dans deux cinquièmes des pays entre 2019 et 2022. Ce recul est dû à la diminution de l'accès des femmes à la justice (Ind. 16.1) et au fonctionnement des systèmes de justice pénale (Ind. 16.4).



Opinions des femmes sur la dégradation des problématiques clés

Plusieurs indicateurs de l'Indice ayant enregistré un fort recul ces dernières années reposent sur les opinions des femmes sur des questions qui touchent à leur vie. Ces indicateurs fondés sur les perceptions (tirés du sondage Gallup World Poll) peuvent montrer des changements plus proches du « temps réel » et aider à anticiper les tendances émergentes.

L'Indice du Genre dans les ODD 2024 comprend 12 indicateurs (sur 56) reposant sur des données tirées du sondage Gallup World Poll. Quatre d'entre eux font partie des indicateurs qui ont enregistré le changement le plus négatif parmi tous les indicateurs couverts par l'Indice entre 2019 et 2022 :

→ Femmes déclarant ne pas avoir eu assez d'argent pour se procurer un abri/logement au cours des 12 derniers mois (Ind. 11.1) :

Baisse du score dans 95 pays.

→ Femmes déclarant ne pas avoir eu assez d'argent pour acheter la nourriture dont elles ou leur famille avaient besoin au cours des 12 derniers mois (Ind. 2.4) :

Baisse du score dans 94 pays.

→ Femmes déclarant se sentir à l'aise avec le revenu de leur ménage (Ind. 1.4) :

Baisse du score dans 65 pays.

→ Femmes déclarant qu'en cas de besoin, elles ont des parents ou des amis sur lesquels elles peuvent compter pour les aider quand elles en ont besoin (Ind. 5.2) :

Baisse du score dans 63 pays.

Étant donné que ces tendances négatives concernant l'opinion des femmes sur ces questions étaient également évidentes avant la COVID-19, il ne s'agit pas d'une anomalie liée à la pandémie. Dans de nombreux contextes, ces dégradations seront liées à des facteurs tels que l'augmentation des coûts liés à l'alimentation, au logement et à l'énergie, ainsi qu'à une diminution de l'accès aux filets de sécurité sociale et aux services publics. Ces tendances sont exacerbées par les crises interconnectées décrites dans *Un avenir de crises interconnectées* ci-dessous.

Ne laisser personne pour compte ?

CERTAINS GROUPES DE FEMMES ET DE FILLES

dans toutes les régions du monde sont confrontés à des désavantages supplémentaires et des discriminations en raison de leur âge, de leur revenu, de leur identité ethnique ou religieuse, de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre, de leur statut migratoire, ainsi que de leur statut sérologique, entre autres facteurs.

Le manque de couverture des données et la ventilation limitée des données empêchent de mettre en place des politiques efficaces et augmentent le risque que certains groupes soient négligés ou ignorés (voir l'encadré 1 : *Les lacunes sur les données et l'Indice du Genre dans les ODD 2024*).

Nous pouvons toutefois nous appuyer sur des données nationales ventilées et sur des études de plus petite envergure pour illustrer certaines des privations multidimensionnelles masquées par les moyennes nationales.

Violence basée sur le genre à l'encontre des femmes autochtones au Canada

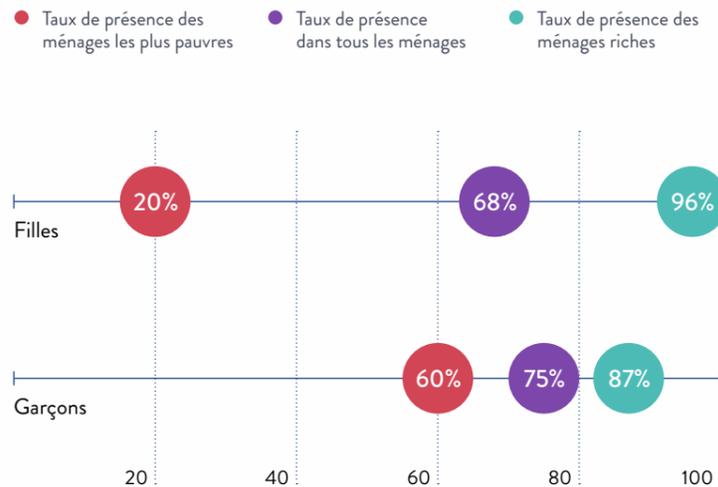
Il reste extrêmement difficile de mesurer l'ampleur de la violence basée sur le genre (VBG), en particulier d'une manière qui puisse permettre des comparaisons à l'échelle mondiale. Cependant, certains pays ont réussi à mener des enquêtes permettant de mieux comprendre la VBG dans différents contextes et à l'encontre de femmes de différents milieux culturels

Le Canada est l'un des pays qui ont mis l'accent sur l'amélioration de la collecte de données sur la VBG. Une enquête de 2018 menée sur la VBG dans les espaces publics et privés au Canada a montré que les femmes issues de groupes autochtones affichaient des taux de violences exercées par un partenaire intime et exercées par une personne autre qu'un partenaire intime plus élevés que les femmes non autochtones (voir Figure 10).

La pauvreté amplifie les disparités de genre

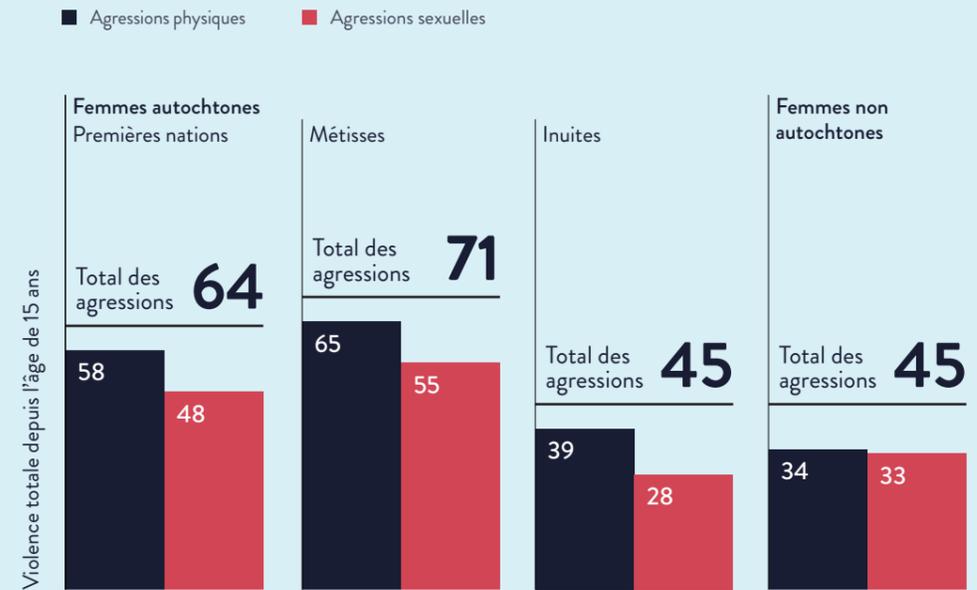
En 2019, 68% des jeunes filles ougandaises étaient scolarisées dans le préprimaire au cours de l'année précédant leur entrée à l'école primaire, contre 75% pour les garçons. Lorsque l'on associe les informations sur le genre et les informations sur la pauvreté, on constate des disparités bien plus grandes entre les filles et les garçons : parmi les enfants issus des ménages les plus pauvres, seulement 20% des filles sont scolarisées dans l'enseignement préprimaire, contre 60% des garçons (voir Figure 11). Selon les données disponibles, c'est en Ouganda que les différences en termes de scolarité dans le préprimaire sont les plus importantes entre les quintiles de richesse.

Figure 11. Disparités dans les taux d'éducation préprimaire selon le quintile de richesse et le genre en Ouganda, 2019



Source : Enquête nationale par panel en Ouganda (2019) par le biais de la Base de données sur les inégalités mondiales dans l'éducation (WIDE) de l'UNESCO.

Figure 10. Agressions physiques et sexuelles depuis l'âge de 15 ans pour 100 femmes selon le groupe d'identité autochtone au Canada, 2018

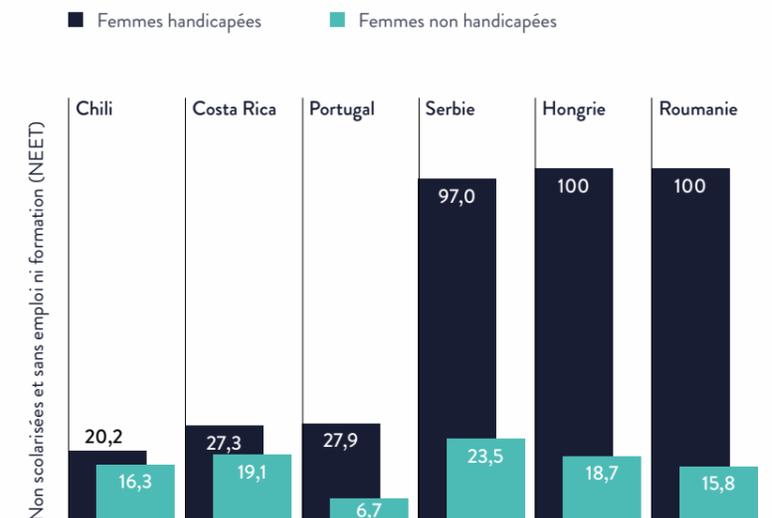


Source : Enquête de Statistique Canada sur la sécurité dans les espaces publics et privés, 2018.

Les jeunes femmes handicapées ont moins d'opportunités

Les jeunes femmes handicapées sont davantage susceptibles de ne pas occuper un emploi et de ne pas bénéficier d'une éducation ou d'une formation (NEET) que les jeunes femmes non handicapées (voir Figure 12). Dans certains pays, l'écart était énorme : en Hongrie et en Roumanie, il n'y avait pas une seule femme handicapée âgée de 15 à 24 ans qui occupait un emploi ou bénéficiait d'une éducation ou d'une formation. Au Portugal, les jeunes femmes handicapées ont quatre fois plus de chances de ne pas bénéficier d'une éducation, d'une formation ou d'un emploi que les jeunes femmes non handicapées.

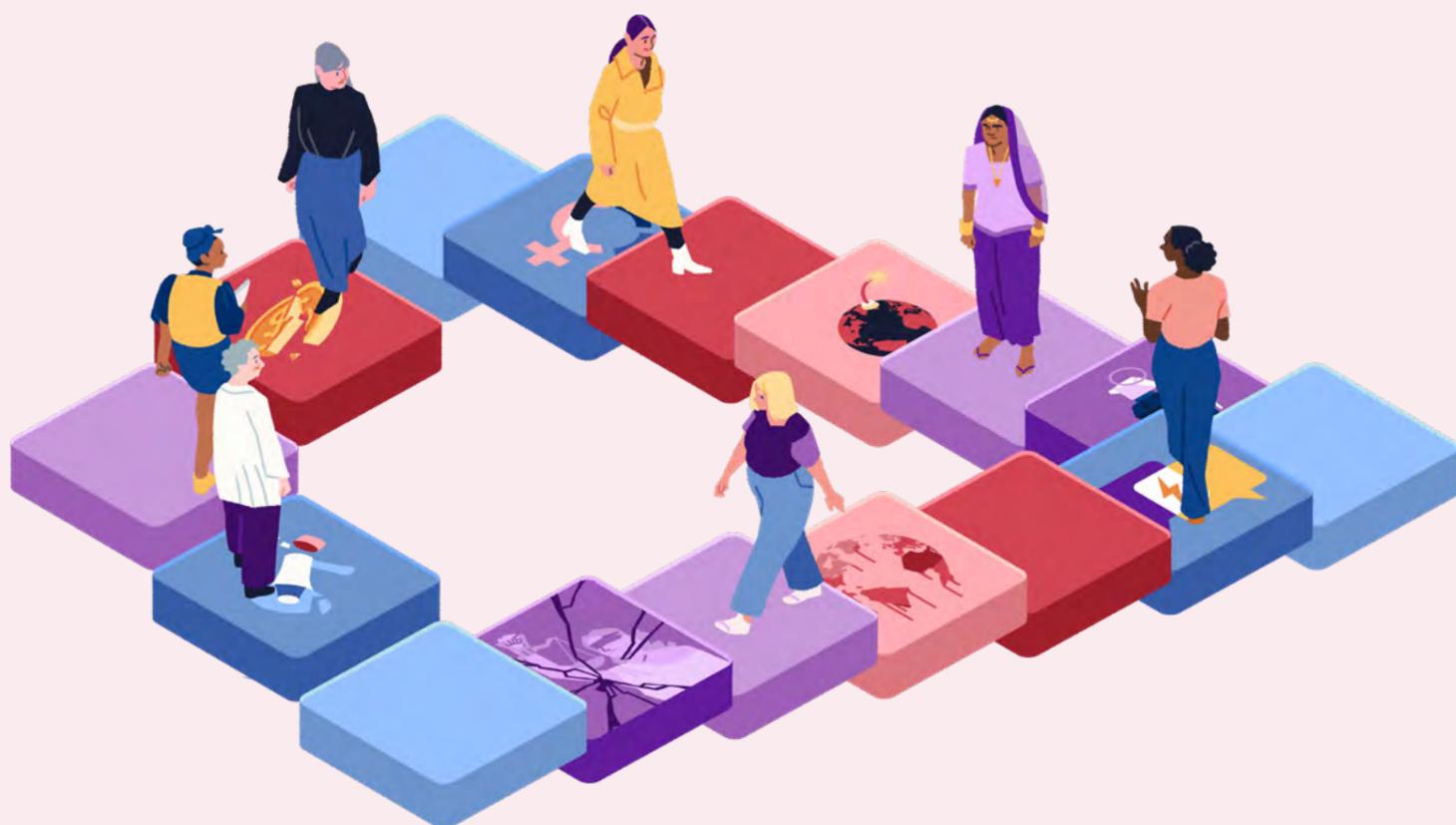
Figure 12. Jeunes femmes ni en emploi, ni en éducation, ni en formation selon le statut de handicap dans certains pays, 2021



Remarque : Les pays présentés sont les trois pays dont les taux de statut NEET chez les jeunes femmes handicapées sont les plus faibles et les trois pays dont les taux sont les plus élevés dans la base de données de l'OIT.

Source : Base de données de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Un avenir de crises interconnectées



Face à un avenir incertain, les gouvernements n'ont d'autre choix que de renforcer leur résilience et leur prospérité et d'établir des sociétés égalitaires en investissant dans l'égalité de genre, pour nous mettre sur la voie d'un avenir

d'égalité de genre. Sinon, ils ne feront qu'intensifier la vulnérabilité de leur pays en ne respectant pas les droits de la moitié de leur population, nous poussant dans le piège des inégalités de genre.

Les six prochaines années ne manqueront pas d'apporter de nouveaux défis qui pourraient réduire à néant les fragiles avancées réalisées dans le domaine de l'égalité de genre et nous ramener en arrière.

Voici huit crises imminentes qui préoccupent tout particulièrement les membres de la coalition EM2030 ainsi que les militants et militantes de l'égalité de genre.



La pénurie des ressources

La transformation sociale requise pour l'égalité de genre exige des budgets tenant compte de la dimension du genre, une imposition progressive et des investissements solides dans les services publics, mais aussi une justice et une solidarité internationales au travers de règles commerciales et fiscales plus équitables, d'aides publiques, de subventions et de prêts. Toutefois, un éventail de changements et de crises interconnectés compromettent les chances que des fonds publics soient investis dans les types d'infrastructures et de programmes sociaux qui sont requis pour protéger et favoriser l'égalité de genre.

Des flux de financement internationaux

Le score relatif à l'endettement public (Ind. 17.2) s'est dégradé plus que tout autre indicateur de l'Indice entre 2019 et 2022, ce qui signifie que le niveau de la dette publique exprimée en pourcentage du PIB a fortement augmenté. Plus d'un pays en développement sur cinq a payé des montants plus élevés pour rembourser sa dette en 2022 qu'il n'a reçu d'aides et d'investissements ; ce chiffre pourrait passer à un pays sur trois d'ici à 2025. Une dette publique insoutenable a un impact négatif sur l'égalité de genre. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que pour honorer les paiements de la dette,

au moins 100 pays devront réduire leurs dépenses dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, ce qui aura un impact disproportionné sur les femmes et les filles.

En 2024, l'OCDE a constaté que la part de l'aide publique au développement (APD) ciblant spécifiquement l'égalité de genre a chuté pour la première fois en une décennie. À peine 4% de l'aide bilatérale totale en 2021-2022 visait principalement l'égalité de genre. L'APD est de plus en plus souvent fournie par le biais de prêts concessionnels, ce qui participe à l'accroissement de l'endettement.

Du fait de l'application de règles fiscales inéquitables à l'échelle mondiale, les pertes de recettes fiscales essentielles pour les pays les plus pauvres sont disproportionnées. Ces pays sont à la fois plus dépendants à l'égard de l'impôt sur le revenu des sociétés que les pays riches et sous-représentés dans les forums mondiaux qui établissent les règles fiscales. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est également en crise et les pays en développement ne croient plus que l'institution, sous sa forme actuelle, ait quoi que ce soit à leur offrir.

Il s'agit là d'un thème qui dépasse le cadre de la simple architecture financière internationale. L'héritage colonial continue de fausser les rapports de force, et les pays pauvres ont beaucoup moins de pouvoir dans les institutions qui régissent les règles relatives aux flux financiers internationaux. Ces pressions se renforcent et limitent de plus en plus les ressources à la disposition des autorités publiques, et certaines choisissent, ou sont contraintes par les prêts concessionnels, d'adopter des mesures d'austérité.

Austérité

Les mesures d'austérité – coupes dans les dépenses des gouvernements visant souvent les services publics – ont des impacts disproportionnés sur les femmes et les filles. L'austérité fiscale et les mesures de restrictions budgétaires sont tout particulièrement néfastes en périodes de crises prolongées et complexes. Une étude de 2022 a révélé que 143 pays mettaient en œuvre des mesures politiques compromettant la capacité des gouvernements à fournir des services d'éducation, de soins de santé, de protection sociale et d'autres services publics.

L'Indice montre que les femmes et les filles ressentent l'impact de ces mesures. Deux indicateurs du sondage Gallup World Poll le montrent tout particulièrement (voir *Opinions des femmes sur la dégradation des problématiques clés*). L'opinion des femmes sur les coûts liés à l'alimentation (Ind. 2.4) et leur satisfaction quant au revenu de leur ménage (Ind. 1.4) se sont toutes les deux nettement détériorées entre 2019 et 2022, avec des scores en baisse pour chaque indicateur dans plus de 57% des pays.



La réduction de la démocratie

L'égalité de genre est étroitement liée à la démocratie : elle est à la fois la conséquence d'une démocratie plus solide et une force qui contribue à améliorer la démocratisation. Or, les fondements des démocraties partout dans le monde sont menacés en raison des inégalités économiques croissantes, de la polarisation sociale et politique et du rétrécissement de l'espace civique. Un affaiblissement des démocraties entraînera un recul des progrès en matière d'égalité de genre. À l'inverse, les approches qui favorisent l'égalité de genre contribueront à renforcer la démocratie.

Des inégalités économiques qui se creusent

Il est apparu que les inégalités économiques avaient de graves conséquences pour l'égalité politique, la stabilité des gouvernements et le soutien apporté par les citoyens à la démocratie. En 2022, 10% de la population détenaient 76% des richesses mondiales. Lorsque l'on examine l'Indice, on constate que les inégalités salariales (Ind. 10.1) ont stagné ou se sont creusées dans trois quarts des pays entre 2019 et 2022 ; les 10 pays dans lesquels le score a le plus baissé au cours de cette période étaient Malte, les Pays-Bas, l'Estonie, le Mali, la Finlande, la Lituanie, le Portugal, la Suède, la Norvège et la Colombie.

Les inégalités économiques concentrent le pouvoir – y compris le pouvoir politique – entre les mains d'une élite riche. Le pouvoir qui découle de ces richesses permet aux riches de fausser les règles – y compris les règles fiscales, les règles de concurrence et de monopole, et la détention des médias – en leur faveur, ce qui conduit à plus d'inégalités économiques encore. Les démocraties qui sont « accaparées » de cette manière ne tiendront pas compte des droits des femmes et des filles – et encore moins des femmes et des filles marginalisées – au moment d'établir des lois et de prendre des décisions budgétaires.

Les pays où les inégalités économiques sont fortes enregistrent également une augmentation de la polarisation des attitudes sur des questions comme l'égalité, la justice sociale et la confiance dans les processus et les idéaux démocratiques.

Polarisation sociale et politique

La polarisation politique et sociale compromet le fonctionnement des démocraties, en diminuant le sentiment de valeurs partagées et la confiance dans les institutions. La montée des gouvernements d'extrême-droite, nationalistes, populistes et antidémocratiques entraîne une hausse de l'antiféminisme, de même qu'elle a des impacts immédiats et tangibles sur les lois, les politiques et les investissements dans les droits des femmes et des filles à la santé, l'éducation et dans bien d'autres domaines encore.

Il est inquiétant de constater un élargissement du fossé des « valeurs » entre les jeunes femmes et les jeunes hommes : les données d'enquêtes provenant de pays comme la Chine, l'Allemagne, la Pologne, la Corée du Sud, la Tunisie et le Royaume-Uni montrent que les opinions des jeunes femmes sur des questions sociétales importantes – comme l'égalité de genre – ont tendance à être plus progressistes que celles des jeunes hommes.

Espace civique et répression

Le rapport 2024 de Freedom House a montré une baisse de la liberté dans le monde pour la 18e année consécutive, présentant des exemples de manipulation électorale, d'interdiction de partis politiques et de campagnes de désinformation dans un éventail de pays. En 2023, CIVICUS a constaté que seulement 3,2% des personnes vivaient dans des pays où l'espace civique est ouvert, et près d'un tiers vivaient dans des pays où l'espace civique est « fermé » : c'est-à-dire où la liberté de réunion pacifique, d'association et d'expression est bafouée.

L'Indice montre que 91 pays sur 139 affichaient des scores « faibles » à « très faibles » lors d'une évaluation du « niveau d'autonomie personnelle, de droits individuels et de liberté de toute discrimination » (Ind. 10.2) en 2022.

« La victoire des groupes populistes nationalistes alliés aux partis conservateurs représente un défi significatif pour la réalisation des droits fondamentaux des femmes et des minorités et pour le maintien de la démocratie [en Indonésie]. »

– KAPAL Perempuan, Indonésie

L'Indice montre également qu'à l'échelle mondiale, le droit des femmes à discuter librement de questions politiques, dans la sphère aussi bien publique que privée (Ind. 10.4) a connu une nette baisse entre 2015 et 2022 dans toutes les régions, celle de l'Asie et Pacifique affichant le plus fort recul, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes.



La réduction de la sécurité

Le concept de « sécurité » est souvent uniquement perçu à travers le prisme des conflits violents et de la militarisation, et ces deux éléments sont effectivement en hausse. Pour les femmes et les filles cependant, la sécurité a aussi une dimension plus personnelle et plus existentielle. Le corps même des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA+ est mis à mal, la violence basée sur le genre étant omniprésente dans toutes les régions, avec une multiplication des attaques patriarcales contre leur santé sexuelle et reproductive et les droits liés. Dans le même temps, l'urgence climatique constitue une menace immédiate et à long terme pour la vie et les moyens de subsistance de tous et de toutes, en particulier des femmes, des jeunes filles et des personnes dont l'identité est historiquement marginalisée.

Autonomie corporelle et violence basée sur le genre

On estime que plus d'un tiers des femmes dans le monde ont connu une forme ou une autre de violence au cours de leur vie. À l'échelle mondiale, à peine plus de la moitié des femmes (57%) dans les 139 pays ont déclaré se sentir en sécurité lorsqu'elles se déplacent à pied seules la nuit dans leur ville ou la région où elles résident (Ind. 16.3).

Pendant les crises, ces chiffres déjà inquiétants s'aggravent encore, car les normes de genre bien ancrées sont alors révélées au grand jour et exacerbées. Dans une étude menée par ONU Femmes en 2021 dans 13 pays, 50% des femmes indiquaient avoir subi des violences pendant la pandémie ou connaître une femme qui en avait subi. Dans toutes les urgences humanitaires et situations de conflit, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables et exposées à un risque accru de grossesses non désirées, de mortalité maternelle, de mariages d'enfants et d'autres formes de violence basée sur le genre.

« Le financement des organisations féministes reste crucial pour défendre l'égalité de genre, ainsi que les droits et la justice en matière de santé sexuelle et reproductive (SRHRJ) pour tous dans le contexte actuel de montée des mouvements anti-genre et anti-droits. »

– Sai Racherla, Directrice exécutive adjointe, Centre de Ressources et de Recherche pour les Femmes de la région Asie-Pacifique (ARROW)

Dans le même temps, le corps des femmes est de plus en plus instrumentalisé et politisé, dans le but de limiter leur autonomie physique. La montée du conservatisme dans de nombreux contextes a ravivé le patriarcat et les rôles genrés traditionnels, en présentant le féminisme, le terme « genre », les identités de genre et les droits sexuels et reproductifs comme une menace pour la cellule familiale et la société dans son ensemble. Les partisans de cette idéologie sont de plus en plus actifs dans les espaces multilatéraux, ce qui constitue une grave menace pour les engagements précédemment pris en faveur de l'autonomie corporelle et pour les progrès réalisés en vue de garantir un accès sûr et légal à l'avortement et la protection des groupes LGBTQIA+.

Cette réduction de la sécurité touche avant tout le corps des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA+, leurs choix et leur sécurité.



Conflits

Le dernier indice de paix global a montré qu'en 2023, les décès liés aux conflits avaient atteint leur plus haut niveau au cours de ce siècle. Dans le même temps, la part des dépenses militaires dans le PIB (Ind. 17.1) entre 2019 et 2022 ont progressé partout dans le monde, bien que les restrictions budgétaires aient été utilisées pour justifier des mesures d'austérité dans la majorité des pays (voir *La pénurie des ressources : Austérité*).

En parallèle aux dépenses militaires, il y a eu, depuis 2010, une forte intensification du nombre de conflits armés, qui se poursuit en 2024. Le nombre de femmes et de filles vivant dans des pays frappés par un conflit a atteint 614 millions en 2022, soit 50% de plus qu'en 2017. Parmi les dix pays au bas du classement de l'Indice, tous sont classés par l'OCDE comme « fragiles » et six comme « extrêmement fragiles » (Afghanistan, Tchad, RD Congo, Burundi, Congo et Haïti). Des preuves substantielles des conflits en cours révèlent sans cesse les énormes difficultés auxquelles les femmes et les filles sont confrontées, en particulier les obstacles à l'accès à l'eau, à l'alimentation, aux combustibles et aux abris, l'augmentation de la violence basée sur le genre, le manque d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux espaces sûrs, ainsi que la disparition des structures communautaires et de soutien.

Malgré les nombreuses preuves démontrant que la participation des femmes favorise la solidité des démocraties et une paix plus durable, les femmes continuent de se heurter à des obstacles profondément ancrés qui les empêchent de participer directement aux processus de paix et de résolution des conflits ; sur 18 accords de paix conclus en 2022, seulement six comprenaient des dispositions portant tout particulièrement sur les femmes, les filles ou le genre.

« Le gouvernement colombien, dans un engagement en faveur de la paix en Colombie, a établi sa politique de Paix Totale, sur la base de laquelle il a ouvert six processus de négociation avec des acteurs armés. C'est une tâche difficile, notamment parce qu'il n'y a aucune preuve de volonté politique de la part des groupes armés de cesser les hostilités. Cependant, les femmes, à travers diverses expressions sociales – telles que la mobilisation pacifique et féministe – maintiennent leur demande de mettre fin aux conflits et de construire la paix. »

– Shidhmatnj Pardo, Coordinateur Programmatique, Ruta Pacifica de las Mujeres



Urgence climatique

Alors que le monde était confronté à une série de températures record, le Secrétaire général de l'ONU a récemment tiré la sonnette d'alarme en affirmant que nous étions sur une « autoroute vers l'enfer climatique ». Les femmes, en particulier celles qui vivent dans des zones rurales et/ou sont membres de communautés autochtones ou noires, sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique. L'ONU estime que 80% des personnes déplacées par le changement climatique sont des femmes et des filles.

Le changement climatique devrait précipiter 101 millions de personnes – plus de femmes que d'hommes – dans l'insécurité alimentaire d'ici à 2030. Aujourd'hui déjà, le monde connaît une crise alimentaire en partie due au changement climatique : plus de 900 000 personnes dans le monde vivent d'ores et déjà dans des conditions proches de la famine, soit dix fois plus qu'en 2017.

Dans l'Indice, l'opinion des femmes sur les politiques environnementales (Ind. 13.2) montre leur insatisfaction face à la qualité des efforts actuels de préservation de l'environnement : sur 139 pays, 93 ont enregistré un score « très faible » pour cet indicateur en 2022.

Bien qu'elles soient les plus touchées par les effets du changement climatique, les femmes et les filles sont aussi des agents clés du changement dans les efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Les groupes de foresterie communautaires uniquement composés de femmes par exemple obtiennent de meilleurs résultats en matière de régénération des forêts. Toutefois, les femmes sont rarement incluses dans les processus décisionnels de haut niveau sur le climat. L'Indice montre que 48 pays sur 137 enregistrent toujours un score « très faible » pour la parité au sein de la délégation représentant le pays à la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP) (Ind. 13.1).

Les pays riches ont une plus grande responsabilité que les pays pauvres au sujet des mesures à prendre en vue de faire face à l'urgence climatique : ils utilisent six fois plus de ressources et génèrent dix fois plus d'incidences que les pays à faible revenu. Pourtant, leur dernier engagement lors de la conférence des Nations unies sur le climat en 2023 ne couvrait que 0,2% des pertes annuelles auxquelles les pays en développement sont confrontés en raison du changement climatique.

« Nous devons cesser de blâmer la crise climatique sur les corps des filles et des femmes dans les pays à faible revenu. Le véritable problème est la surconsommation et la dépendance aux combustibles fossiles dans les pays à revenu élevé. Il est temps que ces pays assument une plus grande responsabilité face à la crise climatique. »

– Dr. Maliha Khan, Présidente et Directrice Générale, Women Deliver



Feuille de route pour les gouvernements : faire avancer l'égalité de genre face aux crises

L'Indice précise si des progrès sont accomplis (ou ne le sont pas), mais il souligne également l'émergence de thèmes transversaux qui apparaissent dans les pays et les régions qui font des progrès. Sur la base de ces thèmes et nous appuyant sur l'expérience de la coalition Equal Measures 2030, nous mettons en avant sept recommandations qui, prises ensemble, **constituent une feuille de route pour protéger et faire avancer l'égalité de genre pour les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+**, contribuant ainsi à des sociétés plus résilientes et plus prospères face aux crises mondiales.



01.

Renforcer le leadership, le pouvoir et la participation des femmes et des filles

La participation des femmes et des filles à la vie publique n'est pas seulement un droit humain fondamental, elle est aussi essentielle à la bonne santé sociale et économique des pays. La recherche montre qu'un renforcement de la présence des femmes au niveau des assemblées parlementaires peut réduire la polarisation, atténuer l'hostilité entre les partis politiques et contribuer à améliorer le niveau de confiance à l'égard des personnalités politiques. Pourtant, les normes de genre sur le leadership, mais aussi la pauvreté, les responsabilités familiales et la violence à l'égard des figures publiques féminines excluent souvent les femmes et les filles des espaces décisionnels.

À l'échelle mondiale, l'Indice montre une amélioration constante de la proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements (Ind. 5.4), avec près de la moitié (48%) des pays ayant réalisé des « progrès rapides » entre 2019 et 2022. Le nombre de pays où les femmes sont représentées à au moins 35% au Parlement est passé de 23 en 2015 à 39 en 2022. Malgré ces importantes avancées, seuls 12 pays sur 139 (8,6%) avaient atteint la parité hommes-femmes dans leurs parlements en 2022.

En parallèle, la représentation des femmes à de hautes fonctions ministérielles et gouvernementales (Ind. 5.5)

demeure faible, malgré des améliorations depuis 2015. Sur 139 pays, quatre-vingt-onze affichaient encore des scores « très faibles » pour cet indicateur, ce qui signifie que moins de 30% des postes décisionnels au sein du gouvernement de ces pays étaient occupés par des femmes en 2022.

« Le gouvernement de Bernardo Arévalo, dans un effort pour promouvoir l'égalité de genre dans les postes de décision et accroître le leadership des femmes, a nommé 10 femmes sur 22 gouverneurs départementaux en avril 2024, un poste important qui représente le président lui-même dans les départements. »

– Danessa Luna, Directrice exécutive, Asociación de Mujeres Generando Equidad, Liderazgo y Oportunidades (ASOGEN)

Les femmes et les filles – en particulier celles qui sont issues de milieux et d'identités racisés et marginalisés – continuent de rencontrer d'importants obstacles en matière d'accès à des rôles décisionnels au sein de leur communauté, de leur école, de leur entreprise et de leur espace politique, mais elles revendiquent aussi et détiennent un pouvoir réel une fois qu'elles y sont parvenues.

02.

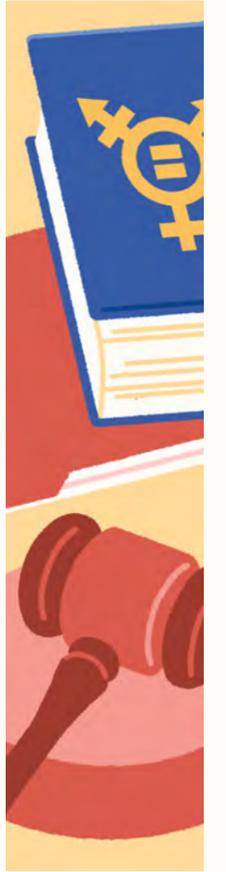
Réformer et appliquer les lois et les politiques en faveur de l'égalité

La définition et la protection de l'égalité de genre dans la loi constituent une étape essentielle en faveur de l'égalité de genre qui peut avoir des effets positifs pour l'ensemble de la société. Par exemple, le fait de permettre aux femmes de bénéficier de droits d'accès équitables à la propriété foncière (Ind. 1.3). Le processus d'adoption et/ou de réforme de lois en faveur de l'égalité peut impliquer la société civile, les autorités publiques, les législateurs et le grand public dans le débat et dans l'établissement de normes, tout en exerçant une pression pour garantir la responsabilisation.

Bien que les efforts visant à réformer les lois discriminatoires puissent s'étaler sur plusieurs décennies, les indicateurs qui présentent ou reflètent les fondements juridiques en faveur de l'égalité de genre peuvent également enregistrer des changements rapides. S'agissant du fondement juridique pour l'avortement (Ind. 5.3), six pays de plus ont obtenu un score de 100 depuis 2019, ce qui signifie qu'en 2022, 45% des pays avaient pleinement accès à l'avortement. Entre 2019 et 2022, 29 pays sur 139 ont accompli des progrès « rapides » concernant les

lois qui décriminalisent, protègent ou reconnaissent « l'orientation sexuelle et les comportements homosexuels » (Ind. 10.5) ; malgré ces améliorations, 87 pays affichant différents niveaux de revenu et issus de régions diverses continuaient d'obtenir un score « très faible » pour cet indicateur en 2022. Dans le même temps, nous observons que les protections juridiques peuvent faire l'objet d'un recul rapide, comme nous l'avons vu récemment en Afghanistan, en Argentine, en Chine, en Pologne, en Corée du Sud et aux États-Unis.

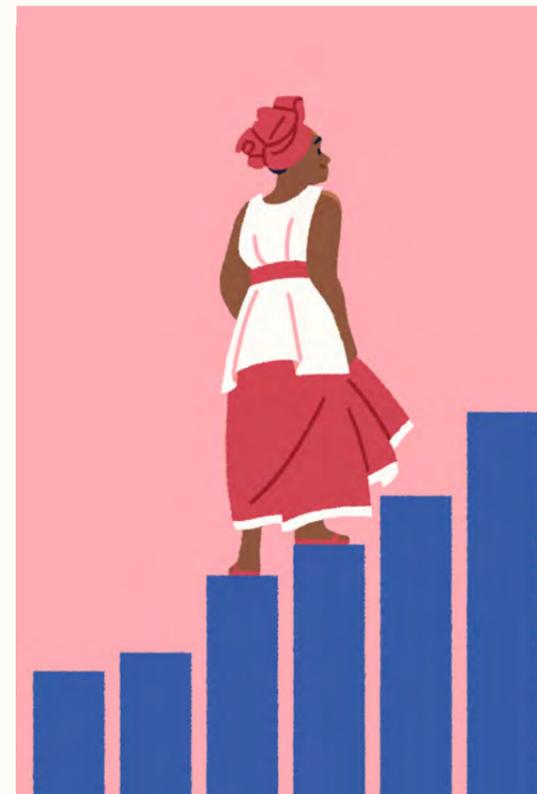
Là où la protection juridique de l'égalité de genre a progressé, nombre de défenseurs et défenseuses ont souligné que même les meilleures lois ne suffisaient pas. Les réformes juridiques et le changement politique doivent être doublés d'une volonté politique et budgétaire pour leur mise en œuvre, de même que d'efforts de transformation sociale pour modifier les normes néfastes au niveau tant individuel qu'interpersonnel.



03.

Promouvoir le « féminisme des données » et combler les lacunes sur les données qui tiennent compte de la problématique du genre

Le féminisme des données implique de reconnaître les déséquilibres de pouvoir et les héritages coloniaux profondément ancrés dans les systèmes statistiques, les pratiques et les institutions. C'est ce que montre la façon dont certaines données sont priorisées, supprimées ou jamais recueillies (voir l'encadré 1 : Les lacunes sur les données et l'Indice du Genre dans les ODD 2024). C'est ce que montre aussi la façon dont les nouvelles innovations en matière de données et de technologie – y compris la révolution de l'IA – reproduisent les inégalités et les préjugés existants. Et c'est encore ce que montrent les profils de celles et ceux qui détiennent le pouvoir et ont tiré de colossales richesses personnelles grâce à « l'économie des données. »



Si le féminisme des données désigne chaque étape de la chaîne de valeur des données, il est indispensable de faire en sorte que les données tenant compte de la problématique du genre soient disponibles en plus grand nombre et de meilleure qualité pour identifier les domaines où des progrès récents ont été accomplis. Depuis 2019, 61% des pays ont fait des progrès « rapides » dans le domaine de la ventilation des statistiques (Ind. 17.4).

Malgré ces améliorations, comme le montre le *Gender Compass* d'Open Data Watch, de nombreux pays n'ont toujours pas les ressources et les capacités pour répondre aux demandes de données, et d'importantes lacunes persistent en matière de couverture géographique, de ponctualité et de ventilation des données. Les dépenses nationales consacrées aux données et aux statistiques sont faibles et environ 40% des bureaux nationaux de la statistique ont enregistré une baisse de leurs financements pendant la pandémie.

La plupart des pays disposent de données récentes pour seulement 21 des 32 indicateurs officiels des ODD qui nécessitent une ventilation par sexe, et pour huit indicateurs, les données désagrégées par sexe ne sont pas disponibles du tout.

« Les données sont une source de pouvoir. Les données féministes et de genre continuent de bouleverser non seulement la nature des données, mais aussi la manière dont elles sont produites, analysées et utilisées. Aujourd'hui, les femmes et les filles des communautés locales au Kenya, réaffirment leur pouvoir en tant que productrices, analystes et utilisatrices de données. »

– Rachel Kagoiya, Directrice exécutive, GROOTS Kenya

« Face aux crises mondiales interconnectées, notre avenir commun exige des progrès réels - et les données sur le genre peuvent y contribuer. En s'efforçant de combler les lacunes en matière de données sur le genre, les gouvernements peuvent mieux comprendre les réalités vécues de leurs citoyens et, en fin de compte, accélérer l'égalité de genre. »

– Krista Jones Baptista,
Directrice exécutive, Data2X

Il est essentiel de combler les lacunes relatives aux données tenant compte de la problématique du genre pour assurer un suivi des politiques et orienter les décisions des responsables politiques. Mais nous devons également aller plus loin en impliquant les utilisateurs et utilisatrices des données (en particulier les organisations et les mouvements féministes) dans la gestion et la production des données et en leur confiant des fonctions de consultance. Cela permettra d'utiliser les données de manière à identifier clairement et inverser – au lieu de les renforcer – les inégalités de pouvoir du passé.



04.

Augmenter les ressources et les investissements au profit des services publics et des infrastructures sociales, y compris les services de soins

Une imposition progressive et des investissements dans la protection sociale ainsi que dans les services publics et les infrastructures publiques – notamment les services de soins – sont requis pour financer la transformation sociale en faveur de l'égalité de genre.

S'agissant des revenus, nous savons que les régimes fiscaux du monde entier comportent des préjugés sexistes. Des régimes fiscaux bien conçus pourraient être plus équitables et contribuer à la croissance économique ; par exemple, un impôt progressif sur les revenus peut améliorer le pouvoir économique des femmes dont le revenu est faible, en particulier avec un traitement fiscal clément des dépenses liées aux services de garde d'enfants ou des subventions visant à couvrir de telles dépenses.

S'agissant des dépenses, les investissements dans des systèmes de protection sociale bien ciblés, tels que les services publics de garde d'enfants, les congés parentaux et les pensions, sont essentiels pour combler les disparités liées au genre et améliorer l'emploi des hommes et des femmes. Une recherche menée dans sept pays a montré qu'en investissant 2% du PIB dans l'économie des soins, on pourrait créer presque autant d'emplois pour les hommes qu'en investissant dans l'industrie de la construction et on créerait jusqu'à quatre fois plus d'emplois pour les femmes.

Les femmes – en particulier celles qui ont des identités historiquement marginalisées – sont plus dépendantes des services publics et des systèmes de protection sociale, tant en raison des responsabilités familiales plus importantes qu'elles assument que parce qu'elles occupent plus souvent des emplois peu rémunérés, informels et précaires. Les femmes sont plus susceptibles d'être des « travailleuses familiales d'appoint » (Ind. 8.2), ce qui signifie qu'elles effectuent un travail essentiel, mais ne reçoivent pas de salaire régulier ou ne prennent pas les décisions importantes relatives à leurs entreprises familiales. Les « travailleurs familiaux d'appoint » occupent les emplois informels les

plus mal protégés et les plus invisibles. Dans le monde, 28% des femmes occupant des emplois informels étaient des « travailleuses familiales d'appoint », contre 9% pour les hommes.

Dans le même temps, il est plus difficile pour les femmes d'exiger de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail dans la mesure où la syndicalisation et l'action collective se sont détériorées ou n'ont pas progressé. Entre 2019 et 2022, les droits à la négociation collective (Ind. 8.3) ont régressé dans 30 pays et sont restés inchangés dans 89 autres pays.

« Des systèmes publics solides et un financement transformateur en matière de genre sont les pierres angulaires pour atteindre l'égalité de genre. Il est maintenant temps de faire des investissements substantiels dans l'économie des soins ! »

– Nilangi Sardeshpande,
Responsable de projet, SAHAJ

05.

Identifier les besoins uniques des adolescentes et des jeunes femmes à cette phase de leur vie et y répondre

Près de 75% des adolescentes et des jeunes filles âgées de 10-24 ans vivent dans des pays ayant enregistré des scores « faibles » et « très faibles » à l'Indice du Genre dans les ODD. Elles rencontrent, pour la plupart, d'énormes difficultés à concrétiser leurs droits au cours de cette période importante de leur vie.

C'est une évidence : lorsque les droits des filles sont respectés, les sociétés prospèrent. Les jeunes femmes éduquées sont mieux à même de retarder leurs grossesses et de garantir la santé et l'éducation de

leurs enfants. Si, dans le monde, chaque fille recevait 12 années d'éducation libre, sûre et de qualité, les revenus des femmes tout au long de leur vie pourraient augmenter de 15 à 30 milliards de dollars dans le monde.

L'Indice du Genre dans les ODD met en avant les problèmes qui touchent spécifiquement les filles et les jeunes femmes. Presque tous les pays (121 sur 139) affichent un score « très bon » ou « bon » concernant les taux de mariages d'enfants, précoces et forcés (Ind. 5.1), 50 pays ayant enregistré des progrès « rapides » dans ce domaine entre 2019 et 2022. Pourtant, un pays sur trois enregistre un score « faible » ou « très faible » concernant le taux de natalité chez les adolescentes (Ind. 3.2), et 59 pays sur 136 présentent un score « faible » ou « très faible » pour l'accès des femmes aux méthodes de contraception modernes (Ind. 3.3).

À défaut de données désagrégées, les expériences et les besoins uniques des adolescentes peuvent être invisibilisés et négligés. C'est évident dans des domaines comme les responsabilités familiales, où les filles réalisent souvent la plupart des tâches domestiques, ou les systèmes de santé, où les services destinés aux filles sont rares.

Les expériences et les opportunités rencontrées à cette période unique peuvent être décisives pour le reste de la vie. Les adolescentes et les jeunes femmes doivent acquérir plus de pouvoir afin de contribuer à la définition de normes, de politiques et de programmes qui touchent leur vie quotidienne et l'exercice de leurs droits.



06.

Investir dans les organisations et les mouvements féministes et leur offrir un espace

Il existe un lien évident entre la présence de mouvements féministes forts et les progrès accomplis en faveur de l'égalité de genre. La mobilisation féministe est apparue comme le facteur le plus important pour assurer des mesures contre la violence à l'égard des femmes au niveau national. L'impact des mouvements féministes dépasse l'égalité de genre : le plaidoyer féministe s'attaque à la discrimination, à l'oppression et aux violations des droits humains, couvrant ainsi des questions transversales telles que le changement climatique, les inégalités économiques et les conflits.

Ces mouvements accomplissent ce travail essentiel malgré leur accès limité à des financements, et le féminisme noir, les organisations axées sur les personnes LGBTQIA et dirigées par des jeunes, des indigènes, des migrants et des travailleurs et travailleuses du sexe sont encore moins susceptibles de recevoir des financements flexibles, fondamentaux et pluriannuels. Les calculs réalisés par EM2030 à partir des nouvelles données de l'OCDE ont montré que seulement 0,7% de toutes les aides liées au genre étaient parvenues aux organisations de défense des droits des femmes en 2021-2022 (soit 453 millions sur 64,1 milliards de dollars).

Les organisations et les mouvements féministes sont touchés par des tendances plus globales qui influencent l'espace civique. Ils ont subi des répercussions négatives dans les pays où l'espace destiné aux activités de la société civile et des ONG se restreint. Entre 2015 et 2022, près de la moitié des pays (68 sur 139) ont connu une baisse pour la mesure dans laquelle les femmes peuvent « discuter librement de questions politiques dans les espaces privés et publics » (Ind. 10.4).

Pour favoriser des démocraties saines et fonctionnelles, il convient de protéger l'espace civique de façon à ce que la société civile, en particulier les mouvements féministes intersectionnels qui luttent contre les oppressions de tout type et en tout lieu, puisse s'épanouir. Il est nécessaire d'investir davantage et mieux dans les mouvements féministes afin de permettre une solidarité et une action durables entre les mouvements en vue de parvenir à l'égalité pour tous et toutes.

« Les données fournies dans l'Indice devraient être un appel urgent à reconnaître et à répondre aux besoins uniques des adolescentes et des jeunes femmes.

Les preuves sont claires : lorsque les droits des filles sont respectés, tout le monde y gagne. »

– Kathleen Sherwin, Directrice de la stratégie et de l'engagement, Plan International



07.

Placer l'égalité et la justice de genre au cœur de la solidarité et de la coopération internationales

La justice internationale, la coopération et la solidarité dans les espaces tels que le G20, la COP ou les Nations unies sont des prérequis pour enregistrer des progrès mondiaux durables dans le domaine de l'égalité de genre face aux crises transfrontalières croisées. Mais ces éléments se font rares depuis quelques années.

Le consensus dans la prise de décision au niveau mondial a considérablement diminué au cours de ce siècle. Lors des récentes négociations du traité sur les pandémies, les États-Unis et l'Union européenne se sont opposés à toutes les idées proposées par les pays en développement pour renforcer la coopération internationale et l'équité dans la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies. En 2024, les défenseurs et défenseuses au sein de la Commission de la condition de la femme des Nations unies ont signalé une forte opposition contre le texte « ouvert à la pluralité des genres », puisque plusieurs États membres ont remis en cause des termes depuis longtemps acceptés.

Nous avons besoin d'une collaboration continue dans des espaces multilatéraux et intergouvernementaux pour à la fois être à l'écoute de la société civile féministe dans toute sa diversité et s'allier pour protéger les engagements en faveur de l'égalité de genre contre les efforts

des acteurs anti-droits. Nous avons besoin de gouvernements – tels que ceux qui s'efforcent de parvenir à une politique étrangère véritablement féministe – qui défendent haut et fort l'égalité de genre et les droits des femmes et des filles, et ce même dans des négociations et dans des espaces qui n'ont en apparence aucun lien, notamment sur la fiscalité, le climat, la démocratie, les conflits et la réforme des institutions mondiales.

Nous avons besoin d'aides publiques, de prêts et de subventions structurés de manière à permettre aux gouvernements d'investir dans l'égalité de genre ainsi que dans les programmes et politiques qui la protègent, et à les y encourager. Nous avons besoin que les gouvernements donateurs conditionnent leur aide aux résultats obtenus en matière d'égalité de genre et, surtout, qu'ils allouent des financements plus importants et de meilleure qualité à la société civile féministe, qui joue un rôle de premier plan dans la protection et l'avancement de l'égalité de genre à long terme, dans tous les contextes.

« Le mouvement féministe a une influence significative pour impulser le changement et lutter contre l'oppression. Cependant, l'expérience de formation des anciennes participantes pour les Défenseuses des Droits Humains des Femmes dans 19 provinces en Indonésie a mis en lumière qu'elles font face à des risques allant des menaces, de la discrimination, de l'exclusion, ainsi que des violences physiques et sexuelles. L'État doit être présent pour fournir une protection juridique et un budget adéquat. »

– KAPAL Perempuan, Indonésie

Annexe 1 : Indicateurs de l'Indice, cibles et sources de données

Ce tableau présente les 56 indicateurs repris dans l'Indice du Genre dans les ODD, regroupés par ODD. Il comprend les informations suivantes :

Réf : Le numéro de référence utilisé dans l'ensemble du document pour mettre en avant les indicateurs spécifiques.

Nom de l'indicateur : Le nom entier de l'indicateur et le(s) groupe(s) de population concerné(s).

Cible : Les cibles désignent la définition de la réalisation (=100 points) de chaque indicateur. Certains sont définis dans le cadre officiel des ODD et d'autres s'appuient sur l'inclusion totale ou sur les résultats moyens des pays les plus performants.

Source de données : Les données de la majorité des indicateurs de l'Indice du Genre dans les ODD proviennent des autorités statistiques nationales compétentes de chaque pays. Celles-ci communiquent les données aux gestionnaires des données des ODD (comme les agences des Nations unies, la Banque mondiale et d'autres) qui compilent les indicateurs et peuvent les ajuster de manière à répondre aux normes internationales de comparabilité. Pour d'autres indicateurs, des données sont fournies par des bureaux d'étude de marché (Gallup), des ONG indépendantes (Centre pour les droits reproductifs, Freedom House, ILGA, Open Data Watch, World Justice Project), des chercheurs universitaires (Notre Dame-Gain, Varieties of Democracy) et d'autres organisations qui réalisent des recherches (Forum économique mondial).

Tableau de l'annexe.

Indicateurs de l'Indice, cibles, et sources de données

RÉF	NOM DE L'INDICATEUR	CIBLE	SOURCE DE DONNÉES
ODD 1 Pas de pauvreté			
1.1	Taux de pauvreté à 3,65 \$ par jour en PPA 2017 (% de la population)	0	Banque mondiale
1.2	Ratio entre la population combinée des jeunes (0-19 ans) et des personnes âgées (65+ ans) divisée la population des femmes en âge de travailler (20-64 ans)	Meilleur score = 100	Division de la population/ UNDESA
1.3	Mesure dans laquelle les lois offrent aux femmes comme aux hommes un accès sûr et équitable à l'usage et au contrôle de la terre et à la propriété foncière	Meilleur score = 100	Les Femmes, l'Entreprise et le Droit / Banque mondiale
1.4	Proportion des femmes (15 ans et plus) déclarant se sentir à l'aise avec le revenu de leur ménage	100	Gallup

RÉF	NOM DE L'INDICATEUR	CIBLE	SOURCE DE DONNÉES
ODD 2 Faim "zéro"			
2.1	Proportion de la population dont la consommation énergétique alimentaire est insuffisante	0	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
2.2	Insécurité alimentaire des femmes, basée sur l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (Insecurity Experience Scale, FIES)	0	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
2.3	Prévalence de l'anémie chez les femmes non enceintes (de 15 à 49 ans)	0	Organisation mondiale de la Santé (OMS)
2.4	Proportion des femmes (15 ans et plus) déclarant avoir eu assez d'argent pour acheter la nourriture dont elles ou leur famille avaient besoin au cours des 12 derniers mois	100	Gallup
ODD 3 Bonne santé et bien-être			
3.1	Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	0	Organisation mondiale de la Santé (OMS)
3.2	Taux de natalité chez les adolescentes (naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans)	0	Division de la population/ UNDESA
3.3	Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) utilisant des méthodes modernes de planification familiale	100	Division de la population/ UNDESA
3.4	Proportion de femmes (15 ans et plus) se déclarant satisfaites de la qualité des soins de santé dans leur région	100	Gallup
ODD 4 Education de qualité			
4.1	Proportion de filles (un an avant l'âge officiel d'entrée dans l'enseignement primaire) inscrites dans l'enseignement préprimaire	100	UNESCO
4.2	Nombre d'années pendant lesquelles une fille qui commence l'école peut espérer être scolarisée	17 ans	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
4.3	Proportion de jeunes femmes (15 à 24 ans) non scolarisées et sans emploi ni formation (NEET)	0	Organisation internationale du travail (OIT)
4.4	Proportion de femmes (25 ans et plus) avec au moins une partie de l'enseignement secondaire	100	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
ODD 5 Egalité entre les genres			
5.1	Proportion de femmes âgées entre 15-19 ans qui ont été mariées	0	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
5.2	Proportion de femmes (15 ans et plus) déclarant qu'en cas de besoin, elles ont des parents ou des amis sur lesquels elles peuvent compter pour les aider quand elles en ont besoin	100	Gallup
5.3	Mesure dans laquelle des motifs juridiques permettent l'avortement	Meilleur score = 100	Centre pour les droits reproductifs
5.4	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux	Parité (45-55%)	Union interparlementaire (UIP)
5.5	Proportion de femmes occupant de hautes fonctions ministérielles/gouvernementales	Parité (45-55%)	Union interparlementaire (UIP)

RÉF	NOM DE L'INDICATEUR	CIBLE	SOURCE DE DONNÉES
ODD 6 Eau propre et assainissement			
6.1	Proportion de la population utilisant au minimum des services d'eau potable essentiels	100	OMS/UNICEF JMP
6.2	Proportion de la population utilisant au minimum des services d'assainissement essentiels	100	OMS/UNICEF JMP
6.3	Proportion de femmes (15 ans et plus) se déclarant satisfaites de la qualité de l'eau dans leur ville ou zone de résidence	100	Gallup
ODD 7 Energie propre et d'un coût abordable			
7.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	100	Banque mondiale
7.2	Proportion de la population dépendant en premier lieu des combustibles et technologies propres	100	Organisation mondiale de la Santé (OMS)
7.3	Proportion de femmes (15 ans et plus) se déclarant satisfaites de la qualité de l'air là où elles vivent	100	Gallup
ODD 8 Travail décent et croissance économique			
8.1	Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un travail similaire	Parité (1)	Forum économique mondial (FEM)
8.2	Proportion de femmes reconnues « travailleuses familiales contribuant à l'entreprise familiale » (en pourcentage de l'emploi total des femmes)	Meilleur score = 100	Organisation internationale du travail (OIT)
8.3	Mesure de la liberté d'association et des droits à la négociation collective dans la loi	Meilleur score = 0	Organisation internationale du travail (OIT)
8.4	Mesure dans laquelle le pays dispose de lois imposant l'obligation de congés familiaux et l'égalité des soins	Meilleur score = 100	Les Femmes, l'Entreprise et le Droit / Banque mondiale
8.5	Proportion de femmes titulaires d'un compte en banque dans une institution financière	100	Banque mondiale
ODD 9 Industrie, innovation et infrastructure			
9.1	Proportion de femmes ayant émis ou reçu des paiements électroniques au cours de l'année écoulée	100	Banque mondiale
9.2	Proportion de femmes (15 ans et plus) se déclarant satisfaites de la qualité des routes dans leur ville ou zone de résidence	100	Gallup
9.3	Proportion de femmes ayant accès à des services Internet	100	Union internationale des télécommunications (UIT)
9.4	Valeur ajoutée manufacturière (en dollars constants de 2015) en part du PIB (%)	Meilleur score = 30	ONUDI via UNSD
ODD 10 Inégalités réduites			
			ONUDI via UNSD
10.1	Ratio d'inégalité de Palma (la part de revenu des 10% les plus riches de la population divisée par la part de revenu des 40% les plus pauvres)	Parité (0.97-1.03)	Université des Nations unies – WIDER
10.2	Niveau d'autonomie personnelle, de droits individuels et de liberté de toute discrimination	Meilleur score = 16	Freedom House
10.3	Proportion d'instruments clés des droits humains, relatifs à la migration, ratifiés	Nombre maximum de traités = 21	Collection des traités des Nations unies (UNTC), OIT, OIM

RÉF	NOM DE L'INDICATEUR	CIBLE	SOURCE DE DONNÉES
10.4	Mesure dans laquelle les femmes peuvent discuter librement de questions politiques dans les espaces privés et publics	Meilleur score = 4	Varieties of Democracy (V-DEM)
10.5	Mesure dans laquelle les lois criminalisent, protègent ou reconnaissent l'orientation sexuelle, l'identification de genre (OSIG) et les relations entre personnes de même sexe	Meilleur score = 0	Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes
ODD 11 Villes et communautés durables			
11.1	Proportion de femmes (15 ans et plus) déclarant avoir eu assez d'argent pour se procurer un abri ou un logement au cours des 12 derniers mois	100	Gallup
11.2	Émissions totales de CO ₂ provenant de la combustion de carburant en millions de tonnes	0	Agence internationale de l'énergie
11.3	Proportion de femmes (15 ans et plus) se déclarant satisfaites de la qualité des transports publics dans leur zone de résidence	100	Gallup
11.4	Qualité des infrastructures liées au commerce et au transport, mesurée par l'indice de performance logistique	Meilleur score = 5	Banque mondiale
ODD 13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques			
13.1	Mesure dans laquelle la délégation représentant le pays à la réunion de la COP est équilibrée entre les genres	Parité (45-55%)	Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO)
13.2	Proportion de femmes (15 ans et plus) se déclarant satisfaites des efforts de préservation de l'environnement	100	Gallup
13.3	Niveau de vulnérabilité climatique	Meilleur score = 0	Indice mondial d'adaptation de Notre Dame
ODD 16 Paix, justice et institutions efficaces			
16.1	Mesure dans laquelle les femmes ont un accès sûr, égal et effectif à la justice	Meilleur score = 4	Varieties of Democracy (V-DEM)
16.2	Femmes victimes d'homicide volontaire (pour 100 000 femmes)	0	Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
16.3	Proportion de femmes (15 ans et plus) déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou la région où elles habitent	100	Gallup
16.4	Fonctionnement du système de justice pénale – sous-indice de l'indice de l'État de droit	Meilleur score = 1	World Justice Project
ODD 17 Partenariats pour la réalisation des objectifs			
17.1	Dépenses militaires en pourcentage du PIB (%)	0	Banque mondiale
17.2	Dette des autorités centrales en pourcentage du PIB (%)	0	Fonds monétaire international (FMI)
17.3	Proportion de femmes (15 ans et plus) ayant déclaré que la corruption du gouvernement n'est pas répandue dans le pays où elles vivent	0	Gallup
17.4	Ouverture des statistiques – Couverture et ventilation des indicateurs	Meilleur score = 100	Open Data Watch

Remerciements

L'Indice du Genre dans les ODD 2024 d'Equal Measures 2030 (EM2030) a été élaboré par Albert Motivans, en collaboration avec Aurélie Acoca. L'Indice se base en grande partie sur les contributions et les conseils des membres de la coalition EM2030, ainsi que des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre et des spécialistes en mesure du monde entier. EM2030 remercie le Competence Centre on Composite Indicators and Scoreboards du Centre commun de recherche (JRC-COIN) de la Commission européenne pour ses conseils et son soutien et pour les audits techniques officiels réalisés sur l'Indice et sa méthodologie.

Le report a été rédigé par Amanda Austin et Alison Holder, avec les contributions d'Aarushi Khanna, Gabrielle Leite, Marisa Miodosky, Albert Motivans et Julisa Tambunan. Le travail de collecte de données et d'analyse a été dirigé par Albert Motivans, avec l'aide d'Aurélie Acoca, Alison Holder, Gabrielle Leite et Marisa Miodosky. La révision a été confiée à Tom Burgess. The TOM Agency a réalisé la mise en page du rapport, sous la direction créative d'Aminah Jasho et d'Esme Abbott. Sua Balac a réalisé les illustrations. Sinéad Nolan était en charge de la gestion du projet.

Les conseils et les retours des membres de la coalition EM2030, en particulier du groupe de travail sur l'Indice et le Plaidoyer et la Communication, ont été essentiels à l'élaboration du présent rapport.

Tout au long de l'élaboration du présent rapport, les membres et conseillers de l'équipe du Secrétariat d'EM2030 ont joué un rôle de premier plan et apporté leur soutien et leurs contributions, notamment : Esme Abbott, Aurélie Acoca, Tity Agbahey, Amanda Austin, Paula Becerra, Cecilia García, Alison Holder, Aminah Jasho, Coretta Jonah, Aarushi Khanna, Amanda Kobeissi, Gabrielle Leite, Alison Livingstone, Hamid Mahamat, Charlotte Minvielle, Marisa Miodosky, Albert Motivans, Donnelly Mwachi, Sinéad Nolan, Safourata Sidibé, Julisa Tambunan et Carol Wambui.

La traduction a été réalisée par Émilie Brochard (français) et Maitén Vargas et Erika Cosenza (espagnol) avec une révision de Safourata Sidibé (français) et Cecilia García (espagnol).

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans le présent rapport ne représentent pas nécessairement celles des membres de la coalition EM2030 ou du Secrétariat EM2030 (un projet bénéficiant du parrainage fiscal de Panorama Global). La recherche et les observations exposées dans le présent rapport (pièces jointes et annexes comprises) ont été préparées pour son usage et son utilité exclusifs, et sont considérées comme exactes. Ces documents sont conçus à des fins d'information et d'orientation générales uniquement.

À propos d'EM2030 :

Equal Measures 2030 est une coalition de leaders nationaux et internationaux issus de réseaux féministes, de la société civile et du développement international. Nous relient les données et les preuves à la défense des droits et à l'action pour l'égalité de genre, afin de transformer la vie des femmes et des filles et de réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD).

La coalition actuelle rassemble :

Le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET) (région Afrique)	GROOTS (Kenya) KAPAL Perempuan (Indonésie)
L'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW) (région Asie)	La Ruta Pacífica de las Mujeres (Colombie) Plan International (international)
L'Asociación Generando Equidad, Liderazgo y Oportunidades – ASOGEN (Guatemala)	Le Réseau Siggil Jigéen – RSJ (Sénégal) The Society for Health Alternatives – SAHAJ (Inde)
Le Comité d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des femmes – CLADEM (Région ALC)	Women Deliver (international)
Data 2X (International)	

Les lecteurs et lectrices sont encouragés à reproduire les publications d'EM2030 pour leurs propres besoins. Nous demandons cependant à ce que la source soit dûment mentionnée.

Pour toute utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs et lectrices d'inclure le lien vers le rapport figurant sur le site Internet d'EM2030, où vous pouvez consulter les données et télécharger nos outils en vue d'une large diffusion : equalmeasures2030.org/fr.

Pour toute mention écrite, nous suggérons la référence suivante :

EM2030. *Un avenir égalitaire en matière de genre en crise ? Résultats de l'Indice de Genre des ODD 2024* (Seattle : Equal Measures 2030, 2024).



Contactez-nous :

Equal Measures 2030

(un projet fiscalement parrainé par Panorama Global)

2101 4th Ave, Ste 2100 Seattle, WA 98121 USA

Visitez notre [site web](#).

Explorez le Hub de l'Indice de Genre des ODD 2024 avec plus de données, d'analyses et d'outils de plaidoyer :

equalmeasures2030.org/fr/indice-de-genre-des-odd-2024

[X & Instagram](#)

[@Equal2030](#)

[LinkedIn & Facebook](#)

[@Equal Measures 2030](#)

Envoyez-nous un email à : info@equalmeasures2030.org

Inscrivez-vous à notre [newsletter](#).